

ENTRAID MAGAZINE

Juin
2025

n°487

SUPPLÉMENT CUMA
CENTRE
VAL DE LOIRE ■

L'AVENIR EST ENTRE VOS MANS

FOCUS
QUAND LES CUMA
SE RELANÇENT

ESSAI DE LUZERNE
SOUS TOURNESOL

CUMA DES BUTHONS
LA BOUTE-EN-TRAIN

ISSN 2779-5829 - CPPAP 1025T83875



EXCLUSIVITÉ CUMA
OFFRE D'ABONNEMENT

Entraid Médias pour moins
de 2€/semaine

+ VOTRE SWEAT CUMA EN CADEAU



CUMA

Le Crédit Mutuel, banque coopérative au service **des territoires.**

Vous êtes une Coopérative d'Utilisation
de Matériel Agricole (CUMA), nous partageons
des valeurs communes
de solidarité et de proximité.

Découvrez nos solutions adaptées
à votre activité en Caisse de Crédit Mutuel.



Crédit Mutuel

SOMMAIRE

N°487 mai 2025

4

L'INTERVIEW — L'ACTU EN VRAC

5

SEMER DES IDÉES

DANS LA CABINE
Salarié autonome
ou indépendant ?

10

FOCUS
L'avenir est entre vos mains

12-22

Noix, vigne, lin... les cuma
investissent de nouvelles filières

Assumer un déficit

2 tracteurs à 20 €/h

La cuma de la relance

POUSSER LES MACHINES

MISE À JOUR
3 cuma, 3 achats

26

CRASH-TEST
Luzerne sous tournesol :
quel rendement ?

28

EN ROUTE
Plus on est de fous, plus
on planifie

30

PORTRAIT CHAUFFEUR
Guidé par la passion

32

ENTRETIEN MOTEUR
« On sauve beaucoup de
machines »

33

GRANDIR ENSEMBLE

ACTUALITÉS
La cuma en Centre-Val de Loire
et en Île-de-France

34

CUMA DES TROPHÉES
Buthons la boute-en-train

36

ÇA BOUGE EN CUMA
L'actu des groupes près de chez
vous

38



LOIR-ET-CHER
La cuma viticole Cheverny
Cour-Cheverny a essayé
une nouvelle machine
à vendanger Pellenc M10,
qui s'en est bien sortie malgré
un sol boueux.

ÉDITO

DES BRAS À LA TÊTE

Loin de se laisser abattre par les difficultés du moment, les cuma et les agriculteurs du Centre-Val de Loire et de l'Île-de-France se retroussent les manches pour trouver des solutions. Au sens propre, le groupe des Buthons met la main à la pâte pour son hangar photovoltaïque géré en propre (p. 36).

Au figuré, des groupes ont planché et mis en œuvre des solutions aidant à la diversification (dossier Focus p. 12). Qu'il s'agisse de conditionnement pour la vente de noix, de matériels de vinification, de culture du lin ou encore pour de la production de semences, de nouvelles stratégies sont accompagnées par des achats mutualisés pour les soutenir. Et l'aide peut arriver du bout des doigts, comme avec Mycuma planning et travaux (p. 30).

Mais les coups de main viennent parfois non plus d'adhérents mais de salariés investis et passionnés. Il faut désormais compter sur eux (p. 10, 32, 33). Des bras à la tête, c'est sûr, les cumistes de nos territoires et leurs alliés ont de la suite dans les idées.

Vincent Gobert,
rédacteur en chef



« CONSTRUIRE POUR POUVOIR TRANSMETTRE »

FRÉDÉRIC CADIEU

La transmission, la main-d'œuvre et le développement rural sont au cœur des préoccupations du réseau. Avec l'arrivée de nouvelles générations, l'accompagnement des cuma devient un défi.

Propos recueillis par Vincent Gobert

QUEL EST VOTRE MESSAGE EN TANT QUE NOUVEAU PRÉSIDENT ?

Effectivement, je prends la suite de Stéphane Desbois. Je veux d'abord lui dire merci pour son action. Ensuite, en prenant cette responsabilité, je veux dire ici que ma conviction dans la cuma est intacte. Et que je veux transmettre l'émulation créée par les anciens, la partager. J'ai la chance d'être en gaec, avec des associés non familiaux bienveillants et qui ont l'intelligence de me laisser m'épanouir dans le réseau. Il y a une confiance mutuelle et ils savent mon investissement. Dans le même temps, j'ai l'habitude de penser et de dire que l'on est juste de passage. Et après onze ans de présidence de cuma, je pense à laisser la place.

QUELS SONT LES ENJEUX IDENTIFIÉS DANS LA RÉGION ?

L'un des sujets est la transmission. Il faut que le réseau y pense. Nous développons ce qui nous a été donné par les aînés et nous transmettons aux jeunes. On n'a pas à avoir d'ego sur une trace de son passage. L'objectif doit être de construire pour que demain nous puissions transmettre.

Ce renouvellement des générations induit le renouvellement des responsables. Il faut savoir laisser la place aux jeunes qui veulent s'investir. En parallèle, la fédération régionale a commencé à travailler pour aller au contact des lycées agricoles. Les établissements et les élèves ne connaissent pas forcément le réseau et sa capacité à accompagner les projets d'installation, par exemple, alors que nous sommes référents avec les coûts des matériels et avec bien d'autres expertises. On doit pouvoir mettre en lumière tout cela. Et il faut aussi que les cuma aient l'ouverture d'esprit d'accueillir la nouvelle génération qui a de nouvelles ambitions et aussi sûrement de nouveaux



Frédéric Cadieu, président de la fédération de proximité Centre-Val de Loire réunissant les quatre départements du Cher, de l'Eure-et-Loir, du Loir-et-Cher et de l'Indre-et-Loire.

« IL VA FALLOIR TROUVER LA MAIN-D'ŒUVRE EN CUMA »

besoins en matériel, en main-d'œuvre, en projets communs...

Et justement, la main-d'œuvre va manquer dans les exploitations. Il va donc falloir en trouver dans les cuma, pour déléguer des chantiers clés en main, pour donner des coups de main dans les structures, sur les chantiers, pour décharger les adhérents responsables des matériels, etc. Car les cuma grossissent avec plus de matériels. Ainsi, des tâches comme la gestion de planning, le travail d'entretien, etc., sont à mettre plus en avant. Le mécanicien salarié permet de faire durer plus longtemps les machines.

Avec l'envolée des prix, ça ne peut être que bénéfique.

Parallèlement, les secteurs viti, arbo ou maraîchage font appel à la robotique, mais cela coûte cher. Or avec les cuma, nous avons la chance de pouvoir mutualiser, sans contrainte d'amplitude de travail. C'est à suivre et à partager.

Enfin, l'assistance aux cuma se développe, en termes de secrétariat, comptabilité, convocations aux AG, etc., car parfois les responsables de cuma qui grossissent ont du mal à tout gérer. Il y a donc un défi là-dessus. Et dans le même temps, nous sommes dans un territoire où l'emploi se développe peu mais où les agriculteurs ne veulent pas trop déléguer. Je veux donc porter cette réflexion.

QUE VOULEZ-VOUS DÉFENDRE D'AUTRE ?

Je pense qu'il faut aussi montrer sur le territoire ce que peut être l'émulation de la cuma. Il faut montrer qu'on crée du lien et de la réflexion par le collectif, jusque dans les associations, les conseils municipaux, etc. et qu'il peut y avoir un réel impact sur le développement rural. Quand on baigne dans une cuma, on désertifie moins le monde agricole. S'isoler, ce n'est pas ma conception. La chance d'être en groupe, c'est qu'il y a toujours quelqu'un qui a une idée. Puis la réflexion mûrit, elle apporte d'autres idées et on améliore le système.

On redonne aussi de la vie à nos sols qui sont notre support de travail et que l'on transmet, avec une structure viable. C'est grâce au travail de groupe qui permet d'appuyer sur la pédale d'accélération. Pour moi, l'investissement au sein d'un groupe est essentiel. Je suis engagé dans une association sportive. Je travaille en gaec. J'ai trois enfants et je suis issu d'une fratrie de cinq. On peut dire que j'ai toujours baigné dans le collectif. Et je n'ai pas l'intention d'en sortir demain. ☺



© AdobeStock

Les attaques de loup sur les animaux d'élevage sont avérées dans deux départements : le Cher et le Loiret.

AU LOUP !

Les derniers signalements cet hiver montrent que plus aucun département du Centre-Val de Loire n'est vierge du retour du prédateur. Il a même pénétré l'Île-de-France. Un spécimen d'Europe de l'Est rarement observé en France avait en effet été percuté par un véhicule à Fontainebleau en 2023. Mais c'est en Centre-

Val de Loire que les observations se sont multipliées cet hiver. Des attaques lui sont même attribuées dans le Loiret et le Cher. Plusieurs brebis, agneaux et veaux en ont fait les frais. Pour l'OFB (Office français de la biodiversité), cette prédation n'est pas pour le moment synonyme d'une installation durable dans la région. L'organisme précise qu'aucun lien formel ne peut être établi entre le loup aperçu cet hiver en Eure-et-Loir, et les attaques constatées dans le Cher et dans le Loiret. **vg**

COUPS DE POUCE FINANCIERS

Semences d'avoine



© AdobeStock

Les conseils régionaux proposent plusieurs dispositifs pour aider la production dans un contexte de difficultés liées au climat et aux filières. Le Centre-Val de Loire lance un soutien à l'achat de semences pour les prairies. Les factures d'achat de graminées et/ou légumineuses prairiales et légumineuses du méteil (pois, vesce...) sont à envoyer avec d'autres renseignements à la Région jusqu'à la fin de l'année. La prise en charge par la Région est de 75 % du coût HT de la facture de semences avec un plafond à 1 700 € de dépenses subventionnables.

Dans le contexte des épizooties, elle lance aussi une aide aux tests de fertilité : 75 % de la dépense plafonnée à 60 € par test ovine, caprine ; 200 € par bovin. En Île-de-France, Bio + est une aide mise en place pour « compenser les surcoûts liés aux méthodes de production ». Son montant sera de 400 €/ha pour le maraîchage et l'arboriculture et de 200 €/ha pour les grandes cultures, la viticulture et les cultures légumières de plein champ. Un plafond de 6 000 € par exploitation est prévu. Ouverture à l'automne 2025. **vg**

DEUX CONTRE UN

Pour un agriculteur qui s'installe, deux cessent leur activité. D'après l'observatoire de la chambre d'agriculture Centre-Val de Loire 2024, sur les données de 2020 à 2023, le taux de remplacement des chefs d'exploitation s'élève à 50 %, et dans le détail à 49 % dans le Cher, 44 % en Eure-et-Loir et dans le Loiret.

Soit 511 implantations pour 1 014 départs, alors qu'on dénombre 18 717 chefs d'exploitation actifs pour 17 320 exploitations, dont 37 % sont âgés d'au moins 55 ans. Ce taux est inférieur à la moyenne française qui est de 70 %.

Toutefois, l'amélioration est notable, juge la *République du Centre*. D'après le journal, il y a huit ans, on comptait une installation pour trois départs. Si les filières maraîchage, horticulture, pépinière tirent leur épingle du jeu, l'élevage de bovins viande souffre particulièrement. Au sein de cette filière, 49 % des chefs d'exploitation ont plus de 55 ans.

En Île-de-France, on compte près de 4 500 exploitations. Mais depuis dix ans, la région a perdu 12 % de ses fermes. Et la moitié de ses agriculteurs partira à la retraite d'ici 2034. Aussi, les deux Régions aident à l'installation. **vg**



© Entraïd

En Centre-Val de Loire, le taux de remplacement est inférieur à la moyenne dans l'Hexagone.

CHAUD DEVANT



© Entraïd

Le changement climatique induit une multiplication du nombre de jours chauds, facteurs de stress pour les élevages.

Selon le rapport Tracc de Météo France sorti ce mois de mars, la France devrait connaître un réchauffement climatique de 2,7 °C en 2050 et de 4 °C en 2100 par rapport à 1900. D'après les cartes fournies, le Centre-Val de Loire et l'Île-de-France pourraient être parmi les régions les plus impactées du pays. Concrètement, au niveau agricole, cela se traduira par une augmentation du nombre de jours chauds, à plus de 25 °C, occasionnant un stress pour les animaux et les cultures. À Orléans aujourd'hui, on constate environ 50 jours chauds par an. À la moitié du XXI^e siècle, selon les projections, il y en aura 73 et pas moins de 95 d'ici à la fin du siècle, soit environ le double d'aujourd'hui. Sans compter les hivers plus doux. Eau, isolation, diversification, variétés, marchés... une adaptation semble nécessaire. **vg**

Une alliance au service de vos performances



OFFRE PARTENAIRE

- ✓ Solutions en pneumatiques adaptées
- ✓ Accompagnement technique
- ✓ Avantages financiers



Plus d'infos auprès
de votre Fédération

Jusqu'à

160 €
REMBOURSÉS*



Offre valable du 01/02 au 31/12/25

Conditions réservées à l'achat de pneumatiques BKT via STERENN Pneumatiques par le revendeur.

www.sterennpneumatiques.com

+33(0)3 84 92 97 00 – contact@sterennpneumatiques.com

STERENN
PNEUMATIQUES

IMPORTATEUR
OFFICIEL

BKT
GROWING TOGETHER

SEMER DES

IDEES



INTERVIEW ————— 08
« Imaginer des modèles incitatifs »

DANS LA CABINE ————— 10
Salarié autonome ou indépendant ?

FOCUS ————— 12
L'avenir est entre vos mains

« IMAGINER DES MODÈLES INCITATIFS »

ODET TRIQUET

Au moment des 80 ans des cuma, retour sur leur partenariat historique avec le Crédit agricole. Illustré par Odet Triquet, agriculteur depuis 1989, cumiste et président de la caisse régionale du Crédit agricole Touraine-Poitou depuis 2012.

Propos recueillis par Jean-François Méré, directeur de la fruma Centre-Val de Loire

PRÉSENTEZ-NOUS EN DEUX MOTS VOTRE EXPLOITATION

Je suis agriculteur en gaec dans le sud de la Vienne. L'exploitation pratique l'irrigation et produit des céréales. Un atelier d'élevage caprin a dû être arrêté. Et j'adhère à deux cuma !

QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR LES CUMA EN GÉNÉRAL ?

Sur un plan économique, la cuma joue un rôle très important : elle sécurise les exploitations. C'est encore plus important en ces années de crise. C'est aujourd'hui l'écart de charges de mécanisation qui explique en grande partie l'économie des exploitations. La cuma présente aussi un intérêt sur des ateliers spécifiques tels que les semences, pommes de terre, oignons, noisettes, etc. Et sur des projets collectifs qui vont parfois au-delà du périmètre de la cuma, comme les projets de méthanisation. Mais la cuma n'est pas uniquement un sujet financier : elle crée une relation, fait du lien entre adhérents, évite l'isolement et permet les échanges. On est obligé de se parler. Tout le monde



Odet Triquet, agriculteur depuis 1989, cumiste, et président du Crédit agricole Touraine-Poitou depuis 2012.

n'est pas au même niveau ; les échanges tirent les hommes vers le haut. Mais pour que ça marche, il faut avoir l'esprit cuma. C'est un point d'attention car c'est ce qui fait la durée du groupe. Une cuma n'est pas une auberge espagnole, on n'y entre pas et on n'en sort pas comme ça du jour au lendemain, au gré de la conjoncture...

COMMENT LES CUMA PEUVENT-ELLES INTÉGRER LES TRANSITIONS EN COURS ?

Parfois le développement de certaines exploitations peut créer des déséquilibres, d'où l'intérêt d'un groupe qui évolue ensemble. L'outil cuma est adapté aux enjeux du moment. Pour transmettre une exploitation agricole, stocker du carbone en simplifiant le travail du sol, etc. Sur le plan humain, il faut être assez ouvert pour accueillir les jeunes. Les grosses cuma ont a priori moins de mal pour cela, c'est plus compliqué dans les petites... Je trouve dommage que les cuma n'aient pas profité plus de la possibilité de construire des hangars photovoltaïques quand les prix étaient incitatifs. Cela aurait permis aussi de démultiplier les salariés en cuma.

QUELLES PISTES DE TRAVAIL VOYEZ-VOUS, EN PARTICULIER POUR LES PARTENARIATS ?

Tout d'abord, le Crédit agricole continuera de soutenir toutes les agricultures et toutes les filières. Dégager de la rentabilité est une priorité et le travail sur les charges de mécanisation en est le premier levier.

Face à l'évolution des coûts de mécanisation, les cuma sont un atout, qu'il s'agisse du prix des matériels ou de la maintenance grâce aux ateliers. Sur l'investissement, l'Agilor reste un outil de référence qui garde toute sa place. Le développement du crédit-bail peut aussi être une solution, car il existe des engagements de reprise qui permettent de réduire les coûts. Concernant les jeunes, l'intégration est un enjeu majeur. Il faut être ouvert et imaginer des modèles incitatifs. Pourquoi pas un parrainage ? Il faut encourager les cuma à aller vers les jeunes, et à les inclure. ☺

PARTENAIRE HISTORIQUE DES CUMA

L'ensemble du réseau régional bénéficie de relations privilégiées avec le Crédit agricole. Sur les 635 cuma du Centre-Val de Loire, 70 % travaillent avec leur caisse locale. Les trois fédérations de proximité ont, elles, signé des conventions de partenariat avec les quatre caisses régionales. La fédération de l'Indre, elle, a longtemps été hébergée par la caisse régionale Centre-Ouest. Et ce lien reste aujourd'hui très étroit.

Au niveau de la fruma, le partenariat porte sur l'organisation de la journée des cuma organisée dans les quatre départements (18-28-37-41) qui ont fusionné en 2017. Ce temps fort permet des échanges de pratiques entre groupes. Dans le Loiret, il s'agit d'un soutien aux événements organisés régulièrement par la fédération. En Ile-de-France, le partenariat entre la fédération régionale et les deux caisses de crédit reste à formaliser.



Depussay

28140 TERMINIERS

02 37 32 10 01

www.depussay.com



Un projet de stockage ?

Nous proposons des solutions sur-mesure, pour vos stockages d'eau, de lisier ou de digestat.

📍 ZI Le Petit Bourbon | 85170 BELLEVIGNY

☎ 02.51.24.40.15

✉ contact@sodafgeoetancheite.fr



Réserve d'irrigation



Lagunes



Fosse

PROTECTION SOCIALE



Pour bénéficier de garanties sur mesure, faites confiance au spécialiste du monde agricole !



Découvrez **AGRI'PROTECT+**, une gamme de solutions de protection sociale clés en main, adaptées aux besoins des exploitants agricoles et aux spécificités de l'activité de leurs salariés.

PLUS D'INFORMATIONS AU 02.97.62.30.00 • www.mutualia.fr

SALARIÉ AUTONOME OU INDÉPENDANT ?

Quelle règle se donner avec le salarié de la cuma ? Expériences et conseils en management sont partagés lors d'une journée d'échanges.

Sylvie Lhéritier⁽¹⁾

Où s'arrête l'autonomie et où commence l'indépendance du salarié de la cuma ? Chaque cuma a son organisation. Mais pour bien se situer et pour bien comprendre ces enjeux d'encadrement, la fruma Centre Val-de-Loire a organisé le mardi 21 janvier 2025, à Luçay-le-Mâle, dans l'Indre, une journée pour les responsables et les salariés de cuma. L'objectif est d'apporter des informations et faciliter les échanges d'expériences, à la fois pour les employeurs et pour les salariés des cuma. Si la prévention des risques et les outils de management sont présentés, employeurs et salariés ont pu échanger sur les notions d'autonomie et d'indépendance. Car parfois la limite est floue dans les groupes. Et si dans les cuma, il est demandé de l'autonomie aux salariés, il faut veiller à ne pas basculer dans l'indépendance.

UN RESPONSABLE SALARIÉ CLAIREMENT IDENTIFIÉ

Le tour de table permet de faire ressortir de bonnes pratiques. Dans toutes les cuma représentées, il y a un responsable clairement identifié pour les salariés. Cela ressort comme impératif. Ainsi, à la cuma Val de Veude, les deux



La fruma Centre-Val de Loire a organisé une journée d'échanges pour les responsables et les salariés de cuma.

mécaniciens sont sur la même ligne : «on gère notre travail. Mais quand il y a des dépenses, non, c'est une décision de responsable.» Pareil pour leur collègue, chauffeur de désileuse : «je gère mon travail en respect des consignes et j'en réfère à mon responsable.» A la cuma de la Poussière, le responsable de l'atelier «organise le travail des autres salariés à faire dans la journée, mais quand il y a des problèmes, le président reprend la main». Il avoue qu'il «n'aime pas trop être commandé» et apprécie avoir de l'autonomie. En revanche, quand il a besoin de décaler son horaire d'embauche, par exemple, il prévient systématiquement le président. À la cuma des Blés Dorés également, les deux salariés «savent qui appeler en cas de problème». Leur responsable gère le planning et ils s'organisent entre eux pour faire le travail donné.

L'AUTONOMIE S'ACCROÎT AVEC L'ANCIENNETÉ ET L'EXPÉRIENCE

Dans les cuma, le niveau d'autonomie peut varier. Ça peut s'expliquer par le type d'activité, mais surtout par l'expérience et l'ancienneté dans le poste. Pour la cuma du Futur, où les trois salariés sont jeunes, le président gère le planning et distribue le travail à chacun au jour le jour. Ils doivent ensuite pouvoir gérer leur mission en autonomie. Mais ils n'hésitent pas à deman-

der conseil, soit à l'adhérent chez qui ils travaillent, soit au président. À l'inverse, le chauffeur du pulvé à la cuma de la Poussière est très autonome. Les adhérents l'appellent directement et il organise ses journées de travail en respectant les règles de priorité qui ont été fixées et validées par les adhérents.

COMMENT ÉVITER LES DÉRIVES ?

Avoir des salariés autonomes, c'est un gain de temps pour les responsables. Mais où s'arrête l'autonomie et où commence l'indépendance ? Sophie Bidet, conseillère RH à la Chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire, a défini les deux notions. « L'indépendance, c'est le pouvoir de prendre des décisions tout seul, en rupture avec l'environnement de travail. L'autonomie, c'est aussi la capacité de prendre des décisions, mais en lien avec le responsable et/ou les collègues. » Pour favoriser le bon niveau d'autonomie, il convient de bien rédiger la fiche de poste. Puis de faire le point chaque année de manière formelle lors de l'entretien annuel individuel d'une heure dans un bureau avec le responsable. Des guides d'entretien sont disponibles sur demande auprès des animateurs de la fruma. Des formations pour les employeurs et les salariés de cuma peuvent aussi être organisées en fonction des besoins et des demandes. ©

(1) animatrice fruma Centre Val-de-Loire

RÈGLES DU JEU

L'objectif de l'outil de management «Les règles du jeu» est de recenser quelques règles, cinq maximum, sur une note à remettre aux salariés ou à afficher dans un lieu où les salariés peuvent la voir régulièrement. Le principe, ce n'est pas de faire une liste de tout ce qui est interdit, mais de recadrer les choses qui agacent le plus, et de les écrire de manière positive. Exemple du téléphone portable : les appels privés sont autorisés pendant les pauses. Pendant la conduite des engins, le chauffeur doit être concentré sur son travail ou sur la route.

DES PRODUITS PHOTOVOLTAÏQUES AU SERVICE DES AGRICULTEURS ET DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE !



**Bâtiments
agricoles**



**Parcours
volailles**



Serres



Centrales au sol



**Ombrières
d'élevage**



**Solutions
d'autoconsommation**



Financez votre bâtiment neuf grâce à l'énergie solaire.

Nos Conseillers Energies vous accompagnent quel que soit votre projet.

Tél : 04 65 84 91 38

Contactez-nous via ce QR Code :



IRISOLARIS
promoteur de la transition énergétique



L'AVENIR EST ENTRE VOS MAINS



Dans la tempête économique et climatique, les cuma se retroussent les manches. Pour continuer à avancer, elles investissent de nouveaux terrains de jeu et sont là où on ne les attendait pas. Nouvelles productions, adaptation de la gestion, mutualisation de la traction, relance d'activités... elles appuient sur l'accélérateur mais gardent le contrôle dans les virages.

FILIÈRES _____ 14-16

Créer une filière de A à Z, une idée pas à la noix

Des céréaliers vigneron

Ils ont la fibre pour le lin

GESTION _____ 18

Assumer un déficit

ÉCONOMIE _____ 20

2 tracteurs à 20 €/h

REPORTAGE _____ 22

La cuma de la relance

NOIX, VIGNE, LIN... LES CUMA INVESTISSENT DE NOUVEAUX TERRAINS DE JEU

CRÉER UNE FILIÈRE DE A À Z, UNE IDÉE PAS À LA NOIX

Au-delà des cuma de producteurs, une SAS de vente. Dans le Loir-et-Cher, les cumistes ont choisi de se prendre en main jusqu'à la vente de leurs noix. Une épreuve de force.

Anthony Chambrin



Pas moins de 16 producteurs implantés, du plateau de la Beauce aux rives ligériennes, se sont engagés depuis 2010 dans la production de noix.

pleine production, le vibreur et la récolteuse sont utilisés en intercumas avec les deux autres cuma, distantes chacune d'une bonne quarantaine de kilomètres. Cela permet de mutualiser l'investissement de ces deux machines qui s'élève à plus de 150 000 € HT. En revanche, chaque groupe s'équipe de son propre tracteur, pulvérisateur, broyeur...

Virage en 2020 : chaque cuma achète son propre matériel de récolte. Fini l'intercumas, les 135 hectares de noyers entrent en pleine production. S'ensuit l'achat de nombreux matériels de post-récolte, comme des tables de tri, des laveuses et des stations de séchage. Axereal récupère les noix sèches, puis la coopérative assure le calibrage, le conditionnement et enfin la vente.

Mais en 2024, tout bascule. La coopérative Axereal décide d'arrêter le conditionnement et la vente des noix. « Deux choix s'imposent, se rappelle Maxime Cherrier, un des producteurs. Est-ce que nous devons vendre chacun notre production de notre côté ? Ou est-ce qu'il faut se regrouper et aller au-delà des trois cuma en créant une SAS pour commercialiser l'ensemble nos productions ? »

AVEC L'ARRÊT DU PARTENARIAT, LE DÉBUT DE LA SAS

« Nous avons opté pour la seconde solution car nous voulions rester maîtres de notre propre commercialisation. La SAS Noix Val de Loire a donc été créée

Aux trois coins du Loir-et-Cher, les agriculteurs adhérents de cuma ne baissent pas les bras. Non seulement ils organisent la production de noix, mais en plus, face à une épreuve récente, la perte d'un partenariat, ils se prennent en main pour aller au bout de la filière.

Un petit retour en arrière s'impose. Début des années 2010, une quinzaine d'agriculteurs du Loir-et-Cher se lance dans la production de noix. Ils sont alors épaulés via un GIEE par la coopérative Axereal. Cette dernière assure le débouché et la vente des noix, avec un engagement de sept ans. Le groupe d'agriculteurs plante environ 135 hectares de noyers en 2011 et 2015 dans trois zones distinctes du département.

En 2018, pour renforcer les collectifs et acquérir les premières machines de récolte des noix, deux cuma sont créées : la cuma des Vergers au nord du département et la cuma Noix de la Cisse au

centre. Une troisième cuma existante à l'ouest du département, la cuma de la Brenne, porte également un groupe de quatre néo-producteurs de noix. Pour lancer l'activité, la cuma de la Brenne

« NOUS TABLONS SUR LA COMMERCIALISATION D'ENVIRON 300 À 350 TONNES PAR AN »

achète un vibreur télescopique et une récolteuse automotrice de noix. Dans un premier temps et en attendant que les 135 hectares de noyers soient en


avec 16 producteurs détenant 100 % du capital », poursuit Maxime Cherrier, qui devient alors président de la SAS.

Axereal accompagne la nouvelle structure en cédant aux trois cuma et à la SAS des équipements comme deux chariots élévateurs, une calibreuse, une ensacheuse et une peseuse. Elle ouvre également son carnet d'adresses des acheteurs. Le nouveau matériel de conditionnement est installé sous le hangar d'une des trois cuma, la plus centrale. Les producteurs des trois cuma apportent leur noix, et ces mêmes producteurs les calibrent et les conditionnent.

« La création de la SAS et la reprise de la commercialisation ont été plus

énergivores et chronophages que nous pensions, avoue Maxime Cherrier. J'y ai passé quasiment un mi-temps sur quelques mois pour tout mettre en place avec mes collègues : plan commercial, logiciel de comptabilité, etc. Avec la création de notre marque Royale Noix, nous tablons sur la commercialisation d'environ 300 à 350 tonnes par an pour un prix de vente avoisinant 2,50 €/kg. Nous vendons les noix entières en filet de 1 à 10 kg, mais également en caisse pour les grandes et moyennes surfaces (GMS). Nous avons un projet d'embauche d'un commercial mais au vu de la production 2024 assez faible, nous préférons travailler avec un négoce qui a accès à

plusieurs centrales d'achat. Nous possédons également une gamme bio et une gamme conventionnelle. »

À terme, la SAS Noix Val de Loire souhaite construire un hangar d'environ 1 500 m² avec un quai de chargement, embaucher un responsable qui réceptionnerait les noix et s'occuperait du conditionnement et de l'expédition vers les acheteurs. Et pour lisser les ventes tout le long de l'année, un frigo devra être acheté pour pouvoir conserver les noix dès le mois d'avril. Pour le moment, il n'y a pas de projet de vente en cerneaux ou huile mais avec ce collectif plein de ressource et débrouillard, tout est envisagé. 

DES CÉRÉALIERES VIGNERONS

En Essonne et dans les Yvelines, quatre exploitants céréaliers déjà viticulteurs cumistes créent une cuma de vinification. Premiers vins en 2025.

Vincent Gobert

ils sont quatre, et bientôt cinq. Et ils procèdent par étapes. « À la base, nous sommes tous céréaliers dans l'Essonne et les Yvelines, présente Dominique Vallée, président de la nouvelle cuma des Vins sud franciliens, fondée cet automne 2024. Et nous avons basculé dans la viticulture à la fin des an-


nées 2010. Une cuma nous permet d'aileurs de mutualiser le matériel viticole, celui que l'on utilise dans les parcelles. Nous ne voulions pas nous lancer de suite dans la vinification sans savoir d'abord maîtriser les techniques viticoles sur les 11,2 ha au total que nous cultivons, en procédant par étapes car afin de pouvoir aller jusqu'au bout du processus de production. »

DES INVESTISSEMENTS CONSÉQUENTS

Et une nouvelle étape semble bel et bien sur le point d'être franchie lors de la quatrième récolte de ces vigneron franciliens cette année 2025. « Les travaux de création de chai ont démarré à Granges-le-Roi, près de Dourdan. Nous comptons y faire notre première vinification cette année », confirme le président de la cuma viticole. Alors que, jusqu'à présent, les viticulteurs vendaient les baies à un négociant, cette fois, ils vont faire leur vin. « L'originalité du projet, c'est que chacun de nous fera son propre vin. Et nous nous sommes tous formés à la vinification », ajoute-t-il.

L'investissement de 650 000 € est conséquent. Un coût qui intègre l'isolation du bâtiment nouvellement construit, ainsi qu'une climatisation et un système de thermorégulation des cuves de macération, le tout grâce à une pompe à chaleur. Chaque vigneron va produire des vins rouges et blancs. Une diversification aux céréales sur laquelle se greffe déjà le fils de Dominique Vallée. Le renouvellement

« L'ORIGINALITÉ
DU PROJET, C'EST QUE
CHACUN DE NOUS
FERA SON
PROPRE VIN »

de génération et la transmission des savoirs sont là. Car, pour citer le journaliste et écrivain Alfred Capus : « Au fond, l'âge véritable, celui qui compte, ce n'est pas le nombre des années que nous avons vécues, c'est le nombre des années qu'il nous reste à vivre. » 



© Dominique Vallée

Vendanges chez Dominique Vallée en Île-de-France.

ILS ONT LA FIBRE POUR LE LIN

Un nouveau souffle. Dans les Yvelines, la cuma du Coignet rebondit avec une nouvelle activité pour la culture de lin fibre.

Mathieu Teixeira



Chaque année, c'est une cinquantaine d'ha de lin fibre qui voit le jour dans ce secteur des Yvelines et dont la culture est accompagnée par la cuma du Coignet.

Une renaissance. Après moult efforts, au détour du début des années 2020, l'activité de la cuma du Coignet est relancée. La coopérative investit même dans de nouvelles activités, et accompagne une nouvelle production : le lin fibre. La cuma du Coignet se situe dans le département des Yvelines, sur le canton de Bonnières. Elle a vu le jour en avril 1983, avec l'acquisition d'une moissonneuse-batteuse pour la récolte du maïs. Mais au fil des ans, la cuma n'a presque pas évolué et elle est même tombée au bord de la dissolution en ne réalisant plus de chiffre d'affaires. Car la machine était devenue obsolète, et les quelques petites activités broyages et tris de semences n'étaient guère génératrices de chiffre. Puis en 2020, une réunion est organisée dans ce secteur par la chambre d'agriculture, avec la participation de la frcuma. Elle rassemble alors un groupe de producteurs en agriculteur biologique, sur le sujet de la mutualisation. Ce collectif se décide et franchit le cap pour constituer une cuma ou tout du moins trouver une structure déjà existante. Justement, la cuma du Coignet semblait tout appropriée. Un agriculteur de ce groupe était déjà adhérent à cette cuma. Il restait juste à

mettre en relation les hommes. Puis un Dinacuma a été organisé afin de clarifier la situation de la cuma du Coignet, celle de l'équipe dirigeante et considérer les nouveaux entrants potentiels. Un nouveau souffle, presque une nouvelle vie...

SUCCESSION D'INVESTISSEMENTS ET DE PROJETS

Un nouveau président, Samuel Lefort, une nouvelle équipe et des projets voient le jour. Ecimeuse, houe rotative, semoir monograinne spécifique, etc. L'activité se relance et se développe. Elle porte aujourd'hui sur le développement de l'agriculture biologique en grande culture. Un projet en portant un autre, une nouvelle filière voit le jour, la culture du lin fibre. « C'est une activité nouvelle pour nous, rapporte le président. Son développement dépend beaucoup de notre capacité à pouvoir mener à bien la culture. Les entrepreneurs sont pour la plupart surchargés et il nous fallait réfléchir par nous-même pour trouver une solution. La surface pour la cuma porte

sur une cinquantaine d'hectares. Nous devons nous équiper de A à Z et logiquement la cuma apporte son agrément en termes de mutualisation. Seul c'est impossible mais à plusieurs c'est envisageable et c'est la toute la force de la cuma. Nous avons besoin de nombreux matériels spécifiques. Certains sont indispensables, comme la retourneuse ou la souleveuse, la récolteuse. Nous allons pouvoir ensuite combiner d'autres activités comme les plateaux avec la paille ou le déplacement des pallox. Mais le lin reste une nouvelle filière pour nous avec son lot d'interrogations. Avec quel développement pour notre structure ? De la frilosité peut parfois être ressentie par la coopérative lin, mais la cuma doit nous permettre de passer le cap. » Décidément à nouveau très active, la cuma a aussi développé une activité télescopique. « La manutention était un frein aussi chez chacun. Il est vrai que cet investissement est un levier important pour nos exploitations. »

LES CUMA ONT LEUR PLACE ENTIÈRE DANS L'ACCOMPAGNEMENT DE NOUVELLES PRODUCTIONS

« Lorsque l'on parle filière et développement sur un secteur, l'outil cuma apparaît important. Que ce soit sur la filière lin ou sur d'autres, précise le conseiller frcuma Île-de-France Mathieu Teixeira. On a vu sur la région des productions se créer, comme le plant de pomme de terre, les huiles essentielles ou encore les légumes de pleins champs. La cuma permet de porter ce genre de projets, de prendre les risques et de sécuriser l'investissement. »

« Le cadre de la cuma et l'accompagnement par la Fédération régionale ont été le moteur pour notre cuma, ajoute Samuel Lefort. De l'accompagnement à la structuration des projets et au montage des dossiers d'aide, ils ont été une véritable aide pour nos exploitations au quotidien. On réfléchit aujourd'hui à un bâtiment et pourquoi pas à un emploi partagé. La force du groupe permet de faire naître des idées et projets qui n'auraient sûrement jamais vu le jour sur nos exploitations individuelles. »

ABONNEZ-VOUS POUR MOINS DE 2€ / SEMAINE

ENTRAID MAGAZINE

CADEAU DE BIENVENUE



SWEAT À CAPUCHE OFFICIEL CUMA

Cadeau d'une valeur de 50€ TTC réservé aux nouveaux abonnés

SIMPLE ET RAPIDE

+ JE M'ABONNE !

Contactez Stéphanie **06 82 52 30 58**
s.marestang@entraid.com

En ligne bit.ly/specialecuma



- 19 éditions Premium / an livrées chez vous
- Accès illimité à entraid.com
- Newsletters abonnés exclusives
- Archives numériques de nos éditions
- Votre cadeau de bienvenue

* Visuel non contractuel, dans la limite des stocks disponibles, offre réservée à tout nouvel abonné jusqu'au 31/12/2025.

ASSUMER UN DÉFICIT

L'année 2024 a pu être particulièrement désastreuse et dans certains territoires, 2025 démarre difficilement. Voici trois questions clés pour gérer des situations complexes, équilibrer les comptes et essayer de limiter les factures des adhérents.

Sylvie Lhéritier



Lorsque les adhérents n'ont pas pu honorer leurs engagements, en raison d'aléas climatiques ou d'autres difficultés, de quelle façon la cuma peut-elle gérer les déficits de trésorerie qui en découlent ?

LES 4 QUESTIONS QU'IL FAUT SE POSER

Le climat, le contexte et, les adhérents changent... Le fonctionnement des cuma doit s'adapter et cela est du ressort des conseils d'administration. Pour prendre de bonnes décisions, il y a quatre questions à se poser :

- 1- Est-ce que cette décision est démocratique ?
- 2- Est-elle équitable ?
- 3- Est-elle transparente ?
- 4- Garantit-elle la bonne entente dans le groupe ?

En cas de réponse négative, il convient de trouver pourquoi et de corriger. Les animateurs(trices) sont là pour accompagner les conseils d'administration. N'hésitez pas à les solliciter.

De nombreux matériels n'ont pas pu réaliser les volumes d'activité engagés en 2024. Les conseils d'administration ont la possibilité de ne pas appliquer la facturation des engagements et ne pas augmenter les tarifs des unités réalisées si la trésorerie de la cuma le permet.

EST-CE LÉGAL DE NE PAS FACTURER LES ENGAGEMENTS ?

Les aléas climatiques sont un argument, souvent indiqué dans les règlements intérieurs, qui justifie que le conseil d'administration n'applique pas la facturation des engagements. Néanmoins, la non-facturation des engagements n'est pas toujours possible. La cuma doit avoir suffisamment de trésorerie pour faire face aux règlements des annuités et des factures. Pour rappel, les cuma n'ont pas accès aux emprunts court terme de trésorerie. Par ailleurs, si une activité subit un déficit une année, soit il y a eu des excédents antérieurs,

soit il faudra le combler par la suite. Les déficits en cuma ne sont pas interdits. Ils sont la contrepartie logique des excédents. Néanmoins, la réglementation impose aux cuma de faire une révision⁽¹⁾ dans les deux cas suivants de déficits : trois exercices déficitaires consécutifs ou un seul déficit supérieur à la moitié du capital social le plus élevé depuis la création de la cuma. Dans le cas qui nous préoccupe, il conviendrait d'éviter le coût de cette révision. Attention : ne pas facturer des engagements nécessite une décision du conseil d'administration à la majorité et de noter sur le registre de délibération la décision et ses justifications (aléas climatiques, trésorerie de la cuma suffisante...).

COMMENT FAIRE POUR FACTURER ÉQUITABLEMENT LES ADHÉRENTS ?

Les administrateurs doivent toujours se poser la question de l'équité de traitement des adhérents, par exemple entre

COMPARATIF DES MÉTHODES D'AMORTISSEMENT

Exemple : tracteur acheté 200 000 €, engagement de 3 500 h sur 5 ans (700 h par an en moyenne)

Dotation annuelle	Linéaire	Dégressive	Par unité	h/an réalisées
Valeur d'achat N	200 000 €	200 000 €	200 000 €	-
N + 1	20 000 €	25 890 €	17 143 €	600
N + 2	20 000 €	22 538 €	25 714 €	900
N + 3	20 000 €	19 621 €	14 286 €	500
N + 4	20 000 €	17 081 €	25 714 €	900
N + 5	20 000 €	17 870 €	17 143 €	600
	100 000 €	100 000 €	100 000 €	

Dans les 3 cas, l'objectif est d'appliquer un tarif identique sur la durée d'amortissement et d'éviter les déficits liés à la charge d'amortissement.

ceux qui ont pu utiliser le matériel et ceux qui n'ont pas pu trois jours plus tard. Il est conseillé de maintenir un tarif aux utilisations proche de l'année d'avant. Si la trésorerie bloque, il existe des solutions pour répartir les charges sur l'ensemble des adhérents de l'activité : facturer sur la moyenne des utilisations de trois années, emprunter et amortir les grosses réparations sur plusieurs années ou les répercuter sur les unités réalisées sur les dernières années...

COMMENT RÉPERCUTER LE RECOURS À UN MATÉRIEL EXTÉRIEUR PLUS ADAPTÉ QUE CELUI DE LA CUMA ?

Le recours à des matériels extérieurs (ETA, location à un voisin...) pour as-

surer les travaux des adhérents est non seulement autorisé mais même conseillé.

La cuma règle les prestations et toutes les unités réalisées sont prises en compte pour la facturation. Les engagements sont ainsi respectés pour les adhérents concernés.

Dans ce cas aussi, si la cuma a la trésorerie, elle peut ne pas répercuter les surcoûts sur l'exercice en cours mais dans la durée. ☺

⁽¹⁾ La révision est un outil d'audit créé par et pour les coopératives agricoles afin d'évaluer et d'améliorer le fonctionnement de la vie coopérative. Elle veille au respect des obligations légales en se référant à des normes publiées par le Haut Conseil de la Coopération agricole (HCCA). Il existe cinq fédérations agréées pour la révision en France, chapeautées par l'ANR (Association nationale de révision).

ÉVITER LES DÉFICITS EN AJUSTANT L'AMORTISSEMENT

L'amortissement des matériels agricoles peut être calculé selon 3 méthodes :

→ **Méthode linéaire** : C'est la méthode la plus utilisée en cuma. Avec l'estimation d'une valeur résiduelle, la dotation annuelle est ajustée à la dépréciation estimée. Il est possible, en cours d'amortissement, de modifier la valeur résiduelle et la dotation annuelle sur présentation d'un justificatif (devis de reprise) pour ajuster la charge.

→ **Méthode dégressive** : le bien est amorti plus rapidement au début de sa durée de vie. Elle correspond à la réalité du marché avec une plus forte dépréciation au début puis moins de dépréciation au début puis moins de dépréciation/ réparation.

→ **Méthode par unité d'œuvre** : l'amortissement est calculé en fonction de l'utilisation réelle du matériel. Les cuma peuvent l'utiliser pour les activités fluctuantes. Il faut néanmoins prévoir des engagements globaux sur la durée totale d'amortissement et que la cuma ait de la trésorerie pour gérer les années creuses (ou appeler des acomptes).

La cuma ont donc le choix pour s'adapter aux activités dépendantes du climat et éviter les déficits les années de moindre activité.

DURET SA

GASEL Promodis

8 BASES DE SERVICE
91 PERSONNES À VOTRE ÉCOUTE

- 9 ADMINISTRATIFS**
- 11 COMMERCIAUX**
- 20 VENDEURS MAGASIN**
- 45 CAMIONS D'INTERVENTION**
- 51 TECHNICIENS**
- +2500 HEURES DE FORMATION**

... et des services rapides toutes marques :

Siège social : DURET VOVES
25 rue Paul Deschanel - 28150 VOVES
Tél : 02 37 99 98 70
Mail : contact@duret.fr

www.duret.fr

2 TRACTEURS À 20 €/H

Face aux défis économiques et techniques de l'agriculture, la mutualisation des équipements, notamment des tracteurs, s'impose comme une solution économique efficace. Elle permet aux agriculteurs adhérents de la cuma de l'Herbagère d'optimiser leurs investissements tout en garantissant une utilisation plus que rationnelle du matériel.

Céline Rabasté



Le président de la cuma de l'Herbagère, Arnaud Tribet.

Quarante ans, et autant d'équipements. Située à Sainte-Sévère-sur-Indre (36), la cuma de l'Herbagère illustre parfaitement le modèle de mutualisation. Avec une quarantaine d'équipements, dont deux tracteurs Valtra, elle offre à ses adhérents du Boischaut un accès à du matériel performant, tout en répartissant les coûts et en favorisant une meilleure organisation du travail. Après nombre d'outils, les cumistes de ce secteur de l'Indre ont souhaité aller plus loin dans la mutualisation des charges de mécanisation. Plutôt que d'investir seul dans un tracteur, ce qui représente une charge financière importante, les adhérents de la cuma en partagent les coûts et l'utilisation. Cela permet de limiter les charges liées à l'achat, l'entretien et l'assurance, tout en assurant une utilisation optimale du matériel. Résultat, un coût de 20 €/h à l'Herbagère, entretien et assurance inclus, pour un tracteur qui tournerait peu en exploitation individuelle et qui est ici pleinement exploité, évitant ainsi des périodes d'inactivité coûteuses. La mutualisation permet également d'accéder à des équipements plus récents et performants. Ces deux tracteurs sont des Valtra T133 Hi-tech de 2013 et T144 Hi-tech de 2016.

UNE VINGTAINÉ D'ADHÉRENTS POUR L'ACTIVITÉ TRACTION

Grâce aux investissements réalisés par la coopérative, les adhérents peuvent bénéficier de machines modernes, souvent plus adaptées à leurs besoins que

celles qu'ils auraient pu acquérir individuellement. Pour certains adhérents, ces tracteurs sont aussi plus puissants que leur tracteur d'exploitation.

Avec une vingtaine d'adhérents de profil plutôt polyculteurs éleveurs, la cuma de l'Herbagère met à disposition ces deux tracteurs Valtra de puissance 130 ch et 145 ch. Ils sont utilisés pour divers travaux agricoles : labour, semis, épandage de fumier, entretien des cultures.

Le fonctionnement est simple : les adhérents réservent les tracteurs en fonction de leurs besoins et paient une utilisation horaire de 20 €. Chaque année, ces machines cumulent entre 650 et 660 heures d'utilisation, preuve de leur rentabilité et de leur bon dimensionnement pour les exploitants qui en dépendent.

Au-delà des économies réalisées et de l'accès facilité à du matériel performant, la cuma explique que « *la mutualisation des tracteurs contribue à renforcer les liens entre agriculteurs. Car partager du matériel implique aussi d'échanger sur les pratiques, d'optimiser l'organisation du travail et de créer une dynamique de coopération* ». Cette approche s'inscrit également dans une logique plus durable. En allongeant la durée de vie des équipements et en limitant le besoin d'achats individuels, elle réduit l'impact environnemental du secteur agricole tout en assurant une meilleure gestion des ressources. D'ailleurs, après plus de douze ans de bons et loyaux services, l'un des deux Valtra devrait être bientôt renouvelé.

L'expérience de la cuma de l'Herbagère montre que la mutualisation renforce la compétitivité des exploitations tout en encourageant une agriculture plus collaborative et durable. Alors que les coûts de production augmentent et que les contraintes économiques se renforcent, ce modèle apparaît comme une réponse pragmatique et pérenne. **■**

LA FENAISSON À L'ORIGINE DE LA CUMA DE L'HERBAGÈRE

Créée en 1984 par Daniel Laurent, la cuma de l'Herbagère a participé à doter ses membres issus de Sainte-Sévère-sur-Indre et des alentours d'équipements modernes. En effet, les agriculteurs ayant lancé la structure l'ont créée d'abord autour de l'activité d'ensilage. Ils ont alors acheté une remorque autochargeuse.

RAYONS X SIMULATEUR

COMPAREZ, DÉCIDEZ, INVESTISSEZ ■



**Outil gratuit et inédit en France
pour tous les agriculteurs.**

Vous avez un projet d'investissement dans du matériel agricole ?
Le simulateur Rayons X est désormais en ligne sur entraid.com !
Outil inédit en France, 100% gratuit et ouvert à tous les agriculteurs.
Le simulateur vous aide à évaluer la performance économique des
matériels actuellement commercialisés. Garantisiez la rentabilité
de vos investissements grâce aux Rayons X !



entraid.com

LA CUMA DE LA RELANCE

Pour la cuma des Jonqueuses, il y a un "avant covid" de réflexion et un "après" d'action. En 2020, le groupe d'Eure-et-Loir récupère 11 adhérents et lance de nouveaux projets. Et en 2025, il reste sur le qui-vive.

Vincent Gobert

Charnière, l'année 2020 le fut à plus d'un titre. Par chance et par opportunisme, la cuma des Jonqueuses a saisi l'occasion du Plan de relance pour repartir de plus belle. Créée en 1992 entre Beauce et Yvelines, sur des terres variées, riches à difficiles, son activité a d'abord réuni cinq-six adhérents autour d'un tracteur et d'une suçeuse à grain, avant de connaître une "traversée du désert".

« Puis en 2020, on a mené un travail de réflexion avec François Ferrando, conseiller machinisme de la fédération, pour savoir s'il fallait tout arrêter ou s'il y avait un espoir de repartir, se rappelle Frédéric Bellanger, président

de la cuma. *C'était juste avant la crise sanitaire du covid. Ensuite, le Plan de relance était mis sur la table. Au cours de ces mois de 2020, nous avons recherché des adhérents et récupéré onze agriculteurs !* »

REMISE À NIVEAU

Ce virage de 2020 a permis de remettre la cuma en conformité sur le plan juridique et d'équerre au niveau financier. La cuma des Jonqueuses a ainsi pu profiter du Plan de relance pour investir. « Nous avons obtenu des aides et acheté un broyeur de couverts végétaux, une houe rotative Agriser, une bineuse Carré 12 rangs pour betteraves avec

doigts Kress non guidée, etc. », décrit Frédéric Bellanger. Au préalable, les agriculteurs se sont beaucoup concertés. « L'objectif est de ne pas acheter seul. Et nous avons aussi eu beaucoup d'échanges techniques », précise le président.

Une fois la dynamique lancée, l'utilisation des outils a nourri d'autres échanges et a permis de créer de nouvelles activités. « Nous avons profité du PCAE en 2022 pour investir dans une herse étrille Horsch de 12 m de large », complète-t-il. Malins et énergiques, les cumistes ont aussi su profiter d'une compensation agricole collective – ou CAC – dans la foulée. « Nous avons pu alors faire entrer dans le groupe une faucheuse andaineuse, souligne-t-il, car des agriculteurs se diversifient avec de la production de semence, luzerne semence, foin et pour du sarrasin. »

Les adhérents ne manquent pas d'idées et aimeraient mutualiser en-

LES DEUX FONT LA PAIRE

Une histoire de longue date. Frédéric Bellanger et Sylvain Cousseins se connaissent depuis le BTA. Ils étaient dans la même classe en 1992. Puis chacun a suivi sa voie. Le premier, devient vendeur en concession, tandis que le second exerce ses talents dans la banque ainsi qu'en semence potagère. Les deux ont repris l'exploitation familiale. Ils expriment avec enthousiasme leur fierté et leur envie de continuer.

Sylvain Cousseins et Frédéric Bellanger (de gauche à droite), respectivement trésorier et président de la cuma des Jonqueuses en Eure-et-Loir, ce mois de avril 2025.



© Vincent Gobert

© Vincent Gobert



©Vincent Gobert

Il y a en plus Patrice Guyot, éleveur adhérent de la cuma des Jonqueuses, autour de la herse étrille Horsch du groupe, ce mois d'avril 2025 en Eure-et-Loir.

core d'autres moyens de production. « On réfléchit à un semoir SD, à une épareuse, à une herse à paille, à une mini-pelle, etc., énumère Frédéric Bellanger. Un tracteur de 150 ch polyvalent et d'occasion pourrait aussi être intéressant pour les outils de désherbage mécanique. Dans l'immédiat, avec les subventions SIAP à venir, on voudrait concrétiser un déchaumeur ou un scalpeur à petites dents, pour faire du faux semis. Mais c'est délicat, car limite pour le scoring qui aide à discriminer

et valider les dossiers. » Vu la dynamique, des recrutements d'adhérents sont possibles dans le rayon d'action du groupe, 15 à 20 km entre Roinville et Saint-Symphorien. « Mais l'objectif est de garder le matériel disponible, et de présenter des coûts accessibles. Sans compter l'esprit cuma », souligne l'agriculteur. Pour ça, on peut compter sur eux ! **E**

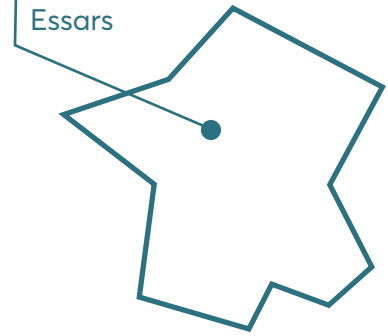
LA COMPÉTENCE DANS LA STRATÉGIE ET LA FINANCE

Les Jonqueuses, c'est une cuma de "jeunes" – moyenne d'âge environ 43 ans – qui pour beaucoup ont bossé "à l'extérieur", dans d'autres secteurs ou dans l'agriculture amont/aval. Ces gars aiment échanger, réfléchir, gérer et ainsi « capter le plus intelligemment possible la subvention publique ». Au niveau organisationnel, ils échangent sur Whatsapp. Une boucle de discussion par matériel. Photos, avis, calendrier de disponibilité, tout y passe. « Ça fait grimper les heures d'utilisation et ça fait baisser le prix », observent-ils. Et au niveau financier, ils peuvent compter sur des compétences dans le groupe. « J'étais dans la banque pendant un temps, glisse Sylvain Cousseins,

trésorier de la cuma des Jonqueuses. J'aime toujours la finance et la gestion, donc je peux proposer des choix judicieux pour la cuma. Par exemple, ces temps-ci, garder de la trésorerie et emprunter quand on peut obtenir des taux bas. Cela permet de payer le quotidien avec sérénité. Je n'aime pas fonctionner sur de l'amortissement et de la plus-value. Mon meilleur conseil à la création ou à la remise en route de la cuma, c'est vraiment d'aller voir l'AGC » Stratèges, enfin. Car onze des treize adhérents n'ont pas d'autre choix que d'être administrateurs ! « Comme ça, on est sûr qu'ils restent, s'amuse presque Frédéric Bellanger. Et on fait tourner le bureau de la cuma. Il a été renouvelé d'un tiers en février. »

EURE-ET-LOIR

Essars



POLYVALENCE ET TRANSVERSALITÉ DES OUTILS

Qui dit variété des productions, dit adaptation dans le choix des outils. Car dans la cuma des Jonqueuses, les adhérents cultivent colza, blé et orge. Il y a une trame commune dans les grandes cultures. Mais on trouve aussi des pommes de terre et de la betterave. Et certains conduisent des troupeaux de brebis, d'autres ont aménagé un poulailler. « On doit donc avoir des outils polyvalents et communs à plusieurs ateliers », confie Frédéric Bellanger et Sylvain Cousseins. La houe rotative paraît être un bon exemple. « Elle sert à désherber, bien sûr. Mais elle est aussi utilisée pour écroûter, pour travailler les sols limoneux, et même pour aérer les prairies ! Elle fait aujourd'hui trois fois la surface prévue au départ. A la base, on était deux sur cet outil qui vaut 18 000 €. Maintenant, tout le monde est intéressé. Donc on préconise systématiquement 5 ha d'engagement. On démontre ainsi à l'adhérent que les gains agronomiques peuvent être obtenus à un prix dérisoire. » À l'inverse, la cuma fait face à quelques "couacs". Comme avec la bineuse à inter-rangs de 50 cm. « C'est difficile de trouver du multiple de rangs entre adhérents », avouent-ils. S'ajoute à cela une usure importante des socs, à cause de terres plus sableuses et pouvant receler quelques galets.

ENTRAID MÉDIAS

100%
du contenu à
portée de main.



irweego.com

ACCÉDEZ À TOUTE L'INFORMATION SUR LE MACHINISME AGRICOLE OÙ QUE VOUS SOYEZ !

- 19 éditions en version numérique : Entraid | Rayons X | Guide Pratique
- Site Entraid.com en illimité
- Newsletters abonnés exclusives
- Accès illimité au Simulateur Rayons X en ligne
- Accès à toutes nos archives magazines



entraid.com

POUSSER LES

MAINTENANCES



MISE À JOUR	26
3 cuma, 3 achats	
CRASH TEST	28
Luzerne sous tournesol : quel rendement ?	
EN ROUTE	30
Plus on est de fous, plus on planifie	
PORTRAIT CHAUFFEUR	32
Guidé par la passion	
ENTRETIEN MOTEUR	33
« On sauve beaucoup de machines »	

3 CUMA 3 ACHATS

LOIR-ET-CHER ANTICIPER L'AVENIR DU LISIER

La cuma de la Vallée du Loir est la plus grosse cuma du Loir-et-Cher avec deux salariés à temps plein, plus de 200 adhérents et une centaine de matériels pour un chiffre d'affaires de plus de 300 000 €. Malgré tout cela, il n'y a jamais eu d'activité épandage avec tonne à lisier. C'est désormais chose faite. Après plus de deux années d'étude de devis pour constituer un groupe et sauter le pas, la coopérative vient de recevoir sa première tonne à lisier.

« J'ai voulu anticiper l'avenir et répondre aux futures exigences de la loi sur la réduction des émissions de polluants atmosphériques », explique Alain Vérité, administrateur de la cuma et responsable du projet, avant d'ajouter : « Au vu du prix des tonnes à lisier, impossible de faire cet achat individuellement. Alors, j'ai réussi à fédérer un groupe de six éleveurs porcins, vaches laitières, et veaux, mais pour seulement 8 000 m³. Trop juste pour rentabiliser une machine à près de 200 000 € HT. »



Des adhérents de la cuma Vallée du Loir visitent l'usine Mauguin Citagri, à Saint-Berthevin, en Mayenne.

Heureusement, la cuma a déposé un dossier de subvention SIAP qui a été accepté.

Résultat : 55 % de subvention. « Nous avons donc opté pour une tonne à lisier Mauguin tornade 21 000 litres avec une rampe à pendillards et comme principales options : une flèche hydraulique, un boîtier DPAE, obligatoire pour toucher la subvention et, surtout, le télégonflage afin

de s'adapter aux différentes conditions pédoclimatiques, précise-t-il. Le tout pour 188 000 € HT. Aux dernières estimations, nous serons aux environs de 2 €/m³, mais cela devrait vite évoluer à la baisse avec des mètres cubes supplémentaires. »

Le groupe s'est rendu en Mayenne pour visiter l'usine Mauguin Citagri. Ils ont pu ainsi s'assurer du bon avancement du montage de la machine. **AC**

INDRE-ET-LOIRE UNE PREMIÈRE TONNE SAMSON

Les éleveurs de la cuma du Futur de Villeperdue, En Indre-et-Loire, ont investi dans une tonne à lisier Samson TG18 avec rampe SB 12 m et 36 pendillards pour 172 500 € HT, hors reprise. Elle remplace leur tonne de 14 m³ avec buse palette.

Au départ, le groupe partait pour une Pichon à 153 000 € avec une demande de subvention SIAP de 74 000 € par le Conseil régional avec un cofinancement de l'Europe. Finalement, après études et plusieurs réunions, la tonne Samson a convaincu le groupe, car « moins lourde, plus rapide à remplir et à vider et avec peu de risque de bouchage ». La prestation sera réalisée avec tracteur pour 27 €/h et par les salariés de la cuma, pour un coût de 23 €/h. La tonne sera facturée au mètre cube autour de 1,20 € pour un volume prévisionnel de 12 000 m³. **SL**



La tonne Samson livrée le 6 mars à la cuma du Futur (37), à l'attaque pour vider les fosses de lisier après l'hiver pluvieux.



LOIR-ET-CHER LA CUMA POUSSE LE BOUCHON TOUJOURS PLUS LOIN !

Après vingt ans de bons et loyaux services la cuma viti-vini de Cheverny Cour-Cheverny, dans le Loir-et-Cher, a remplacé le groupe d'embouteillage Fimer. Acheté d'occasion, il ne coûtait que 1 centime par bouteille mais des frais de réparation étaient à prévoir et il ne correspondait plus aux attentes des utilisateurs, notamment en raison de sa faible cadence. La cuma a donc opté pour un groupe d'embouteillage Fimer sur remorque. Composé de 9 bacs, celui-ci peut

atteindre une cadence de 1 500 bouteilles/heure, le tout pour la somme de 73 000 € HT. La cuma a toutefois conservé la remorque du groupe précédent.

Une subvention France Agrimer dans le cadre de l'organisation commune de marché viti vini de 30 % de l'investissement a pu être obtenue. Avec six utilisateurs pour 150 000 bouteilles, le coût s'élève à 6 centimes par bouteille. C'est un peu plus que la moyenne en région Centre-Val de Loire, qui se situe plutôt aux environs de 3 centimes par col. Mais les utilisateurs ont bon espoir que le nombre de bouteilles augmente, ce qui est déjà le cas avec 25 000 bouteilles de plus en 2024, par rapport à 2023. **ac**

La cuma viti-vini de Cheverny Cour-Cheverny, dans le Loir-et-Cher, a acheté un groupe d'embouteillage Fimer. Elle conserve cependant la remorque de l'ancien matériel.

CONSEIL &
EXPERTISE
COMPTABLE



CERFRANCE
CENTRE-VAL DE LOIRE



**Jeunes Agriculteurs,
plus que jamais à vos côtés,
Cerfrance renforce
son accompagnement
pour la réussite de votre projet
en Région Centre Val de Loire**

41 agences en Centre Val de Loire
www.cerfrance.fr







LUZERNE SOUS TOURNESOL : QUEL RENDEMENT ?

En Indre-et-Loire, Timothé Menager décide d'essayer la luzerne porte-graine sous couvert de tournesol. Dans son essai mené en 2024, il fait varier la dose de légumineuse pour observer la solution qui a le moins d'impact négatif sur le rendement du tournesol.

Alban Brisset

Au printemps 2024, Timothé Ménager, membre du GIEE Coop Échanges, décide d'essayer la luzerne porte-graine sous couvert de tournesol à Charnizay, dans l'Indre-et-Loire. La parcelle qui reçoit l'essai fait 4 ha. Le sol est un argilo-calcaire profond, basique et faible en phosphore. La dose de légumineuse conseillée est de 3,5 kg/ha. S'interrogeant sur la pertinence de cette dernière, il choisit de faire varier ce paramètre. Résultat, c'est la modalité à 4 kg/ha qui a eu le moins d'impact négatif sur le rendement du tournesol.

LES RENDEMENTS OBTENUS EN TOURNESOL SONT DE :

- 10,4 q/ha pour 2 kg/ha de luzerne
- 12,72 q/ha pour 3,5 kg/ha de luzerne
- 14,46 q/ha pour 4 kg/ha de luzerne
- 12,03 q/ha pour 6 kg/ha de luzerne
- 13,27 q/ha pour 8 kg/ha de luzerne

À L'ORIGINE DE L'ESSAI

C'est en 2022, lors de l'émergence du GIEE que les agriculteurs du groupe se sont entendus pour intégrer des légumineuses chez les céréaliers. Ces derniers y voient un intérêt pour la structure et la fertilité de leurs sols. Les éleveurs, eux, sont en quête de fourrages locaux et de qualité. La préoccupation commune est de diminuer la pression adventice par l'intégration de nouvelles cultures et l'allongement des rotations.

La modalité à 2 kg de luzerne par hectare décroche en rendements de tournesol. La place laissée par la faible densité de semis, ayant permis aux adventices de s'implanter, peut expliquer ces résultats, la pluviométrie, abondante aussi. En 2024, le département d'Indre-et-Loire a enregistré 34 % de précipitations en plus comparé à une année habituelle. Les densités 6 et 8 kg/ha ont moins produit de tournesol à cause de la concurrence avec la luzerne. Dans des conditions sèches ou "normales", cette concurrence aurait été encore plus importante.

UN ESSAI SUR TROIS ANS

Après la récolte des graines de tournesol, les cannes et la luzerne ont été broyées dans l'hiver 2024-2025. Au printemps, les quantités et qualités de la première coupe de luzerne seront étudiées. La légumineuse continuera son cycle en étant entretenue par l'agriculteur de 26 ans. Les graines seront récoltées à l'automne 2025. Même scénario en 2026. Ainsi, le GIEE aura

des résultats enrichis pour cet essai technique mené sur une durée de trois ans.



Une analyse de sol a été réalisée avant l'implantation de la double culture. Elle sera comparée à celle prélevée en fin d'étude.

La luzerne devrait améliorer la qualité organo-minérale du sol. Pour observer l'impact sur la structure de la parcelle, le groupe sera convié à un profil de sol commenté fin 2026. Les interventions ont évidemment fait appel à du matériel. Toutes les données d'utilisation sont notées et compilées pour quantifier les temps de travail humain et la consommation en carburant.

Jusqu'à maintenant et par ordre chronologique, les outils appartenant à l'agriculteur sont : un tracteur John Deere 6190R, charrue 5 corps, canadien, tracteur John Deere 6910, un semoir combiné Amazone 4 m pour la luzerne, un quad anti-limaces, un épandeur à engrais Kuhn Axis 36 m, un



Les membres du Giee Coop Échanges. Timothé Ménager est le quatrième en partant de la gauche.

EN CHIFFRES

Cuma de l'Espoir de Charnizay

- Nombre de structures adhérentes : 60
- Chiffres d'affaires : 209 000 €
- Matériels : 35

GIEE Coop Échanges

- Nombre de structures adhérentes : 15
- Nombre d'agriculteurs(rices) : 27

©Sylvie Lhéritier

LES + POUR LES CÉRÉALIERS

- **Allonger les rotations** en ajoutant des espèces végétales
- **Augmenter la fertilité et la structure des sols** grâce à la prospection racinaire des nouvelles cultures
- **Lutter contre les adventices** grâce à la diversité des variétés cultivées
- **Diminuer les apports** d'engrais minéraux
- **Produire de l'énergie** grâce aux effluents d'élevages tout en maintenant une fertilisation organique
- **Améliorer la mutualisation** du matériel agricole
- **Lier éleveurs et céréaliers** tout en partageant les pratiques, techniques, habitudes...

LES + POUR LES ÉLEVEURS

- **Bénéficier d'un aliment riche en protéines** grâce aux légumineuses pour réduire les achats de concentrés
- **Assurer une qualité et quantité de fourrages** malgré un climat instable et changeant

pulvérisateur automoteur John Deere 36 m et une moissonneuse-batteuse John Deere. Les matériels de la cuma de l'Espoir utilisés sont : un semoir Monosem NG + Extend pour le tournesol et un broyeur Gyrax G540.

C'EST QUOI CE GIEE ?

Timothé Ménager est céréalier sur la commune du Sud Touraine. Comme d'autres céréalier(e)s, il constate une baisse de productivité sur ses parcelles avec son système actuel. Avec du labour tous les trois ans, il intègre le GIEE Coop Échanges porté par la cuma de l'Espoir. Comme son nom l'indique, le groupe travaille sur les échanges entre céréaliers et les éleveurs. Certains cherchent à améliorer la fertilité des sols, d'autres veulent retrouver l'autonomie alimentaire de leurs troupeaux bovins, ovins ou caprins. ©

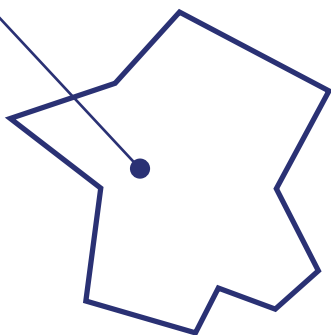
À RETENIR

La luzerne semée à 2kg/ha est étonnamment la modalité où l'on retrouve le plus de luzerne comparée aux autres végétaux (48 %). Son taux de matière sèche est convenable (22 %). C'est la modalité semée à 8 kg/ha qui s'en sort le mieux en matière sèche (46 %). C'est d'ailleurs le meilleur compromis entre la présence de luzerne et le taux de matière sèche. Les 4 kg/ha qui ont eu le moins d'impact sur le rendement du tournesol font partie du haut du panier pour le taux de recouvrement de la luzerne. En revanche, elle décroche en matière sèche (15 %). Les adventices les plus présentes sont le pissenlit, le chardon et le rumex. La qualité du fourrage est en train d'être analysée par le laboratoire. À suivre...

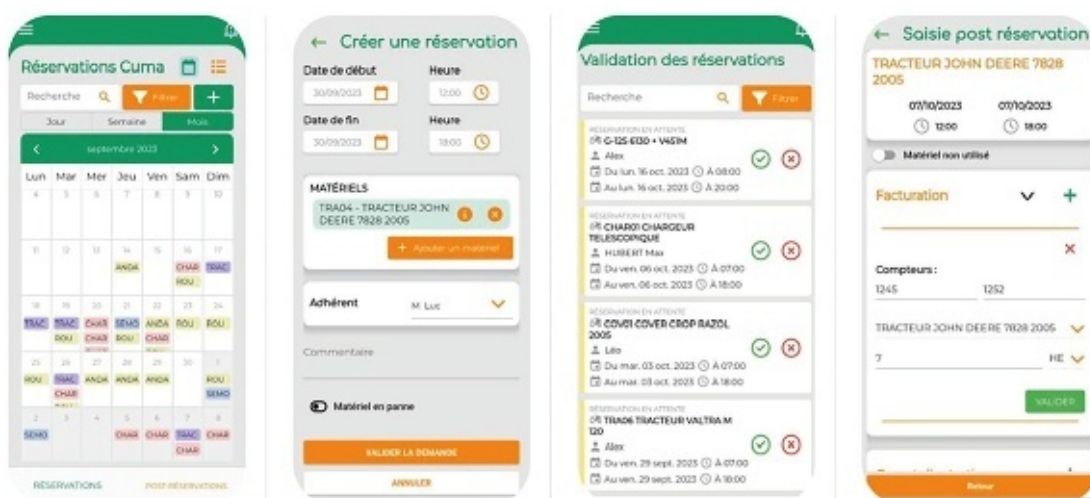
VERDICT ?

INDRE-ET- LOIRE

Charnizay



PLUS ON EST DE FOUS, PLUS ON PLANIFIE



Les fonctionnalités de l'application Mycuma planning et travaux en détail.

À 50 adhérents, et 100 machines à gérer, un peu d'aide est la bienvenue. Dans le sud de l'Indre-et-Loire, la cuma de l'Arc-en-ciel jongle entre trois outils pour que chacun puisse exploiter au maximum et dans les meilleures conditions les activités sur lesquelles il s'est porté. Téléphone, Whatsapp et Mycuma planning et travaux y forme le trio d'organisation indispensable. « Ça fait bien sept ans maintenant que l'on utilise Mycuma planning et travaux, décrit Franck Mallet, administrateur et responsable matériel du groupe. On y mêle la cuma de l'Espoir car on est très nombreux à être adhérents aux deux groupes. Lorsque Mycuma planning et travaux a été lancé dans le réseau, ça m'a paru être un bon outil pour alléger la charge de travail des responsables. J'en ai parlé dans la cuma et il a fallu du temps pour démarrer avec un premier groupe utilisateur. Nous nous sommes lancés grâce à une présentation de la fédération en réunion. Très vite, nous avons trouvé utile l'application et l'avons utilisée avec régularité. Cela permet notamment à chacun de voir où sont les outils, de réserver sans déranger le responsable. » La cuma apprécie aussi l'aspect traçabilité et prévision de l'ap-

plication. « Un autre intérêt est que l'on peut visualiser qui a utilisé en dernier tel outil, précise-t-il. Et le dimanche soir quand je veux organiser ma semaine, car je n'ai comme matériel qu'un tracteur pour distribuer le foin, c'est facile de voir les dispos et de réserver les machines. Par exemple télescopique, tracteur et remorque quand je veux planifier du fumier. C'est aussi pratique pour le responsable de matériel d'avoir une vue sur la semaine qui arrive. » Sur 100 machines, 70 sont enregistrées dans Mycuma planning et travaux. « Nous avons renseigné les outils les plus utilisés par les 50 adhérents, dont 15 à 20 sont de gros utilisateurs de tous les outils », souligne-t-il.

COMPLÉMENTAIRE AVEC WHATSAPP ET LES APPELS QUAND C'EST LE "RUSH"

Mais à l'Arc-en-ciel, Mycuma planning et travaux n'est pas une fin en soi. « Quand la période de travaux est intense, poursuit Franck Mallet, le responsable de l'activité prend la main. C'est lui qui organise le chantier en direct par des appels téléphoniques. Il collecte les surfaces en demande, par exemple, dans le but de ne pas trop faire déplacer

la machine. Et puis nous avons trois boucles Whatsapp sur les principales activités : enséuseuse, moissonneuse et

UNE SOLUTION ENCORE MÉCONNUE

« Je parle de Mycuma planning et travaux à presque toutes les AG, partage Sylvie Lhéritier, animatrice en Indre-et-Loire. Des présidents demandent aussi des infos sur cette solution. Mais alors qu'elle est très pratique et intuitive, les groupes ne la connaissent pas. Nous allons développer la communication. Il y a une vingtaine de cuma utilisatrices dans la région, surtout au stade de réservation des matériels. Un groupe va jusqu'à la saisie des travaux. Deux font la saisie du temps des salariés. »

Pour organiser les chantiers, la cuma de l'Arc-en-ciel dans le sud de l'Indre-et-Loire joue la complémentarité entre appels au responsable, messages Whatsapp et Mycuma planning et travaux. En Centre-Val de Loire, une vingtaine de cuma utilisent cette application.

Vincent Gobert



« ÇA FAIT BIEN SEPT ANS MAINTENANT QUE L'ON UTILISE MYCUMA PLANNING ET TRAVAUX »

Franck Mallet, administrateur et responsable matériel.

tracteur. Cela nous sert à communiquer par groupe d'intérêt sur une activité. Parfois, échanger des infos. Pour ces discussions par écrit, Whatsapp nous satisfait. Sinon pour l'analytique, par matériel, et avec un vrai calendrier, on travaille avec Mycuma planning et travaux. Aujourd'hui, on ne pourrait plus s'en passer. »

PAS JUSQU'AU BOUT DU POTENTIEL DE L'APPLICATION

« Mycuma planning et travaux nous aide à faire des bilans de saison, ajoute

l'administrateur. Cet outil nous donne une vue générale de chaque activité d'après les réservations de machines. Mais nous n'allons pas encore jusqu'au bout du potentiel de l'application. Car chacun pourrait directement enregistrer ses heures dessus, ce qui permettrait de dispatcher à la fin les heures et les facturations. »

Nous en sommes encore au stade du carnet. Or l'application est plus sûre et facile. Pour le moment, nous nous sommes arrêtés à la réservation. Pour aller plus loin, il faudrait qu'un

groupe démarre une formation avec l'aide de la fédération, par exemple, sur comment enregistrer les heures. En plus, cela ne coûterait pas plus cher. Car la solution est à environ 200 €/an tout compris. » Dont les mises à jour. « La dernière est d'ailleurs très bien, constate Franck Mallet. L'application est plus ludique et plus claire. Et puis, si on a besoin d'aide, la fédération peut nous donner un coup de main, par exemple pour changer de matériel dans la liste. » Un plus pour accompagner les groupes en quête d'efficacité. ☺

Jeantil
élevage | épandage | transport

BIEN + QUE DES
REMORQUES

UNE GAMME DE MACHINES
COMPLÈTE ET TOUT TERRAIN



meridiam.com



POLYVALENTE

Vidangez parfaitement vos produits avec la caisse arrondie



STABLE

Bénéficiez d'un centre de gravité au plus bas avec les essieux surbaissés



PERFORMANTE
Utilisez nos bennes sur tous vos terrains



SÛRE

Transportez et bennez en toute sérénité



CONTACTEZ-NOUS AU 02 99 64 04 04

jeantil.com

Rue de la tertrais, 35590 L'hermitage

GUIDÉ PAR LA PASSION

Salarié de la cuma de Grossouvre, dans le Cher, depuis deux ans, Frédéric Augonnet partage son expérience au sein du réseau cuma.

Sibylle Deloison



Frédéric Augonnet, au centre, entouré des adhérents du groupement d'employeurs de la cuma de Grossouvre.

Originaire de l'Allier, Frédéric Augonnet a toujours baigné dans le monde agricole. « *Mon père était salarié de ferme et elle était juste à côté de l'endroit où on habitait.* » Ainsi, ses premiers contacts avec le machinisme remontent à son plus jeune âge : « *La première fois que je suis monté dans un tracteur ? Oh, j'étais tout petit ! Je devais avoir 5 ou 6 ans. En tout cas, c'est la première fois dont je me souviens car avant j'étais trop petit.* » Puis le rêve de petit garçon est passé à la réalité.

La première fois au volant d'un tracteur, il a ressenti : « *De la passion ! J'étais heureux de pouvoir conduire tout seul pour la première fois, ça fait plaisir, ça oui !* » Aujourd'hui, Frédéric est toujours autant intéressé par le machinisme. Que ce soient les voitures, les camions, les tracteurs, sur tout ce qui touche à leur technologie, il a soif d'en apprendre davantage.

TRAVAILLER DANS UN CADRE HUMAIN

Sur ce point, travailler en cuma est pour lui un plus. « *Cela permet de travailler avec du bon matériel et de rester dans l'évolution du matériel.* »

Côté formation, il aimerait développer ses compétences en mécanique et souhaiterait que ce soit bénéfique à tous. « *Il*


faut que ça serve aussi bien à la cuma, au salarié et aux adhérents, que ça porte ses fruits », souligne-t-il.

Arrivé à la cuma de Grossouvre en avril 2022, son intégration au sein des adhérents s'est faite naturellement. « *J'ai été bien reçu par tous les adhérents* », se rappelle-t-il. De plus, la mise en place du fonctionnement sur le poste a été « *facile et rapide* ». D'après Frédéric, pour que ça se passe bien, il ne faut pas avoir peur de poser des questions et de faire répéter si on n'a pas bien compris.

Son travail au sein de la cuma est rythmé par la conduite de la presse l'été, puis de l'épareuse et de l'épandeur. Ses missions sont diverses et « *tant que ça touche au machinisme, ça me plaît !* », affirme-t-il. Généralement, sa journée s'étend de 8 heures à 17 heures, avec une heure de pause déjeuner chez les adhérents. Il mange à leur table. C'est un moment d'échange : « *On y parle des améliorations sur la ferme, de ce qui s'est passé avant, de politique, un peu de tout. L'heure passe très très vite.* » Cette proximité avec ses employeurs et cet aspect humain sont essentiels à ses yeux « *J'apprécie de rester dans une structure de taille humaine, de ne pas être un numéro ou une lettre et d'avoir la reconnaissance de mon travail.* » Un élément important dans le fonctionnement en

cuma est l'implication du responsable de l'activité salarié « *car il peut trancher si deux adhérents se mettent sur le même créneau, et je ne suis pas au milieu* », précise-t-il

UN ÉQUILIBRE VIE PRO/PERSO PRÉSERVÉ

Malgré la saisonnalité du métier, Frédéric assure que son équilibre est préservé. « *Très bien, même en période de rush. Ce qui est important, c'est d'être bien accompagné. Ma femme a compris ça. Il faut que la famille comprenne le fonctionnement et qu'on est dépendant de la météo. Quand il fait beau, faut y aller, et quand il pleut, on relâche.* » Dans la mesure du possible, il prend connaissance de son planning une semaine à l'avance, ce qui lui permet de s'adapter. « *Après on est toujours dépendant de la météo, admet-il, mais ça donne une visibilité.* » Travailler en cuma, c'est « *comme pour un salarié agricole classique, mais il faut s'adapter car tous les employeurs ne travaillent pas pareil. Il faut donc un temps d'adaptation chez chacun et y trouver ses repères.* » Une fois ces repères trouvés, Frédéric se sent à sa place. « *Les conditions de travail sont correctes. Il y a beaucoup de partage avec les anciens qui t'apprennent plein de choses.* » Et il espère évoluer au sein de la cuma. 

« ON SAUVE BEAUCOUP DE MACHINES »

LES "2 J", JÉRÔME ET JIMMY

Dans l'Indre, la cuma de la Poussière peut toujours compter sur deux mécaniciens passionnés. Portrait croisé.

Vincent Gobert

L'un est tombé dans la marmite de graisse au plus jeune âge, l'autre est devenu accro avec le temps. Jimmy Bodart et Jérôme Drouin sont tous deux mécaniciens à la cuma de la Poussière, dans l'Indre. À quelques encablures de Luçay-le-Mâle, ils exercent leur talent dans un bâtiment prévu à cet effet. Ce 1^{er} avril, le magasin et l'atelier de la cuma sont des plus propres. Tout y est organisé, rangé. Dans un air frais fleurant légèrement l'huile, il flotte aussi comme un sentiment du "travail bien fait". Les deux salariés sont d'ailleurs en train de sauver un vieux broyeur Quivogne de 3,50 m.

Le plus ancien est aussi le plus jeune. À 34 ans, Jimmy Bodart est rue de la Poussière depuis déjà 7 ans. « J'ai commencé mécanicien parcs et jardin chez Clouet. J'y suis resté 11 ans, décrit le natif de la région. Je suis arrivé ici par connaissance et opportunité ». Aujourd'hui, Jimmy est responsable des achats, du magasin et de l'atelier. Un joli parcours pour celui qui a commencé apprenti à l'âge de 15 ans.

Le plus récent des salariés est donc le plus âgé. À 53 ans, Jérôme Drouin est mécanicien à la cuma de la Poussière depuis seulement un an. Longtemps, il a été salarié ouvrier en ETA. « J'ai fait des saisons de récolte, de semis, etc., retrace-t-il. J'ai aussi été salarié en groupement d'employeur de cuma, avec comme missions les travaux aux champs et l'entretien des matériels. » Puis il a passé une formation de mécanicien et a trouvé à Luçay de quoi bien s'occuper.

LE GOÛT DE LA MÉCANIQUE

Ce qui rassemble Jimmy et Jérôme, c'est un goût sûr pour la mécanique et les rouages, agricoles ou non. Car chacun a développé une passion personnelle dans le domaine. Jimmy Bodart bricole depuis tout petit. Du circuit de voiture électrique à l'automobile à l'échelle 1, en passant par les vélos et les motos. « C'est



Entourant Cyril Ouchet, président de la cuma de la Poussière, Jérôme Drouin et Jimmy Bodart, les deux mécaniciens.

15 ANS D'ATELIER DANS LA POUSSIÈRE

Le site et les bâtiments de la cuma ont été achevés en 2010. En plus d'abriter les matériels, l'un d'eux a de suite vu s'aménager un atelier de mécanique et sans engagement d'adhésion. Cette activité a immédiatement pris. D'une surface totale d'environ 300 m², l'atelier consomme environ 150 k€ d'achats de pièces en 2024. Son chiffre d'affaires atteint les 105 k€. Il sert en priorité aux matériels de la cuma, à sa centaine d'adhérents puis aux tiers non associés. Sur deux niveaux, s'y trouve aussi une salle de réunion, le bureau du secrétariat, un vestiaire et une cuisine. Ces locaux jouxtent un grand hangar couvert de panneaux photovoltaïques, qui héberge la moissonneuse et l'automoteur de pulvé, notamment. Le tout sera totalement payé en 2026.

en faisant qu'on apprend, dit-il avec un peu de pudeur. Et plusieurs rencontres m'ont fait beaucoup apprendre. » Mais surtout, Jimmy évoque un passé dans le moto-cross. « J'ai pu faire de la compétition au niveau régional. Pendant deux ans, j'ai atteint le top 10 ». Des blessures et soucis de santé ont cependant eu raison de cette passion. De son côté, Jérôme a voyagé, afin de « voir les autres régions, les autres cultures et comment ils s'équipent et cultivent, dans les Landes ou en Camargue, par exemple », sur ses vacances. Mais il a aussi développé une passion pour les tracteurs, et pas n'importe lesquels. « Les modèles anciens américains, confie-t-il. Je les trouve par relation, ou sur des sites Internet. J'en possède une vingtaine que je stocke dans un hangar que j'ai fabriqué pour les abriter. Je fais partie d'un groupe de passionnés qui se rencontre et fait tourner ces anciens modèles. » Son favori : un JD 5020.

LES MAINS DANS LE CAMBOUIS

Derrière le comptoir, Jimmy Bodart reçoit les clients. « Je fais les devis, je prends les commandes. Mais un peu ça va, pas toute la journée, dit-il amusé. On effectue presque toutes les réparations et celles que les concessionnaires ne veulent plus faire. Eux s'occupent surtout des pannes sur les matériels récents. Notre priorité est de dépanner les matériels de la cuma. Puis ceux des adhérents. Et enfin les outils extérieurs. On sauve beaucoup de machines qui ne seraient pas réparées ailleurs. » « Comme une faucheuse et ce broyeur en ce moment, rebondit Jérôme Drouin. On prolonge les années. Ça fait plaisir de rendre service, sans être dans le profit et les objectifs chiffrés. Et après avoir passé du temps et de l'énergie sur une réparation, on est tous les deux bien satisfaits quand le matériel fonctionne à nouveau. » À la cuma, "les 2 J", Jérôme et Jimmy, font mordre la poussière aux machines. 🇨

GRANDIR

ENSEMBLE



ACTUALITÉS ————— 35

La cuma en Centre-Val de Loire
et en Île-de-France

CUMA DES THOPHÉES ————— 36

Buthons la boute-en-train

ÇA BOUGE EN CUMA ————— 38

L'actu des groupes près de chez vous

LA CUMA EN CENTRE-VAL DE LOIRE ET EN ÎLE-DE-FRANCE

Tour d'horizon en quelques chiffres (2023) des cuma des régions Centre-Val de Loire et Ile-de-France.

Vincent Gobert

Les chiffres de la région Centre-Val de Loire sont ceux de la fédération régionale "FR4" regroupant le Cher, l'Eure-et-Loire, l'Indre-et-Loire, et le Loir-et-Cher avec les fédérations de l'Indre et du Loiret, soit 6 départements.



635 CUMA



71 200 €

de CA moyen par cuma.

Le CA cumulé sur l'année 2023 s'élève à 34 541 000 €.

28 681 000 €

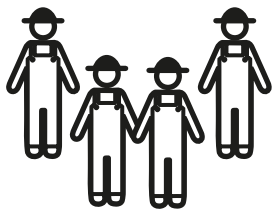
d'investissement total en 2023, correspondant à 590 matériels.



10 660

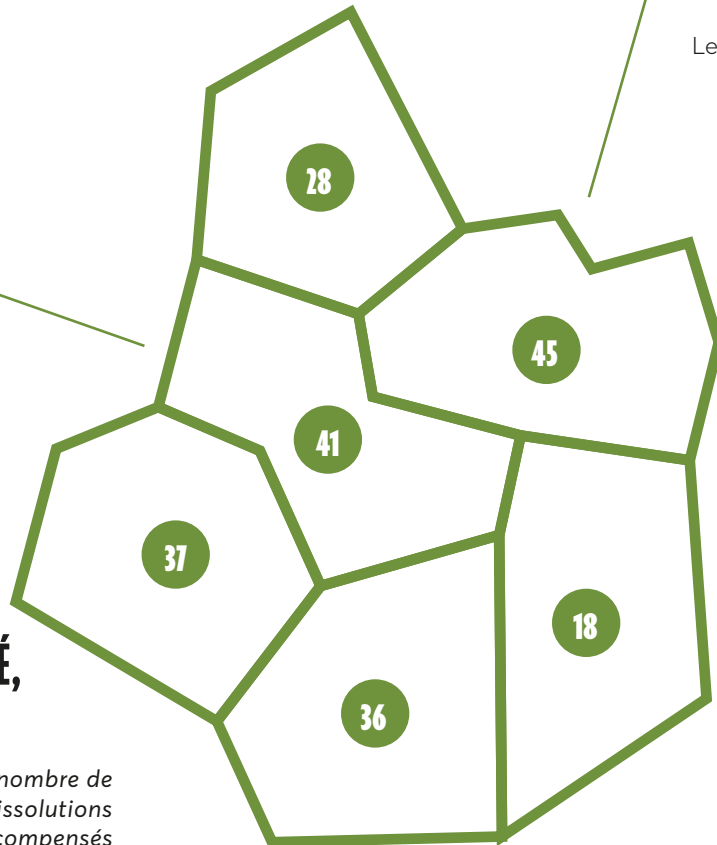
matériels

dans l'ensemble des cuma de la région.



11 300

agriculteurs adhérents d'une cuma.



L'AVIS DE JEAN-FRANÇOIS MÉRÉ, DIRECTEUR DE LA FR4

« En Centre-Val de Loire, le nombre de cuma est assez stable, les dissolutions et les regroupements étant compensés par les créations. Le nombre d'adhérents aussi, ce qui est remarquable compte tenu de la baisse du nombre d'exploitations. La dynamique d'investissement a été forte ces dernières années, boostée par les plans de relance et les aides régionales et européennes, et dans toutes les filières. La transition agro-environnementale et climatique recoupe l'essentiel de ces investissements : semis direct, déchaumage, désherbage mécanique, récolte de fourrages (avec le renouvellement de plusieurs ensileuses) et équipement de vignobles en tours antigel. »

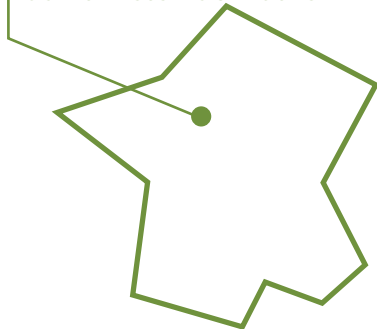
LA CUMA EN ÎLE-DE-FRANCE

- 85 cuma.
- 975 agriculteurs adhérents d'une cuma.
- 92 200 € de CA moyen par cuma. Ce CA moyen est plus élevé que la moyenne du pays (75 000 €)
- 2 581 000 € de CA cumulé sur l'année 2023 atteint.
- 6,14 M€ d'investissement total sur la dernière année connue, correspondant à 80 matériels.
- 765 matériels dans l'ensemble des cuma de la région.

IDF

EURE-ET-LOIR

Saint-Victor-de-Buthon



BUTHONS LA BOUTE-EN-TRAIN

Comme une nouvelle jeunesse. Dans l'ouest de l'Eure-et-Loir, la cuma des Buthons se réinvente avec un hangar flambant neuf et couvert de panneaux photovoltaïques. Situé au cœur de ce collectif villageois de Saint-Victor-de-Buthon, ce bâtiment, le premier du département, abrite tout le matériel mutualisé. Et bien plus.

Vincent Gobert

Les cuma d'Eure-et-Loir prennent un virage. Car à l'ouest du département, dans le Perche, le premier hangar cumiste est sorti de terre. Il est le fruit de l'engagement de 36 adhérents de la cuma des Buthons. Des agriculteurs en polyculture élevages et grandes cultures, dont la plupart sont tout ou partie installés sur les 3 000 ha de la commune de Saint-Victor-de-Buthon.

Particularité de ce projet : il appartient entièrement à la cuma. Démarré pendant le covid, il est aujourd'hui effectif et attend les premiers paiements d'Enedis.

La cuma sait se mobiliser quand il le faut, démontre Didier Barbet, son dynamique président depuis 2010. Par exemple, pour le hangar, après plusieurs prises d'avis sur le projet, non seulement les adhérents ont opté pour une indépendance financière, mais en plus, ils ont su tirer les prix. Et ils se sont retrouvés les manches pour des travaux. « Nous avons acquis le foncier attendant à un

silo. Et c'est nous qui avons défriché la parcelle, se souvient Didier Barbet. Puis nous avons creusé les tranchées, monté les murets, le local pour l'onduleur, la pièce d'eau, la salle de réunion, récupéré le mobilier, etc. »

Côté hangar, les cumistes comptent installer du chauffage pour le prochain hiver.

**LA CUMA EST
ENTIÈREMENT
PROPRIÉTAIRE
DE SON HANGAR ;
LE PHOTOVOLTAÏQUE
PAIE TOUT,
SUR 20 ANS**

DU MATÉRIEL BIEN RENOUVELÉ

La cuma vient donc de passer des années très actives. Car outre le bâtiment, « l'an dernier, nous avons concrétisé plusieurs projets d'achats grâce aux dossiers de subventions sur les aides au matériel, décrit le président. La cuma a investi dans une faucheuse arrière déportée, un épandeur à fumier, un andaineur

deux rotors, une faneuse 8 toupies, une enrubanneuse, un broyeur sous clôture, etc. » Le groupe polycultures élevages porte presque tous les derniers renouvellements et achats. Au total, la cuma compte 37 matériels. Le compte est

bon. « On peut dire qu'il y en a un par adhérent ! », souffle-t-il avec malice.

Dans la perspective de faire leur semence, certains adhérents expriment aussi des envies de trieuse, mais encore faut-il s'assurer d'engagements sûrs. Prudente, la cuma a d'ailleurs fait machine arrière sur un dossier d'aide validé pour une bineuse. « Il n'y a pas eu assez d'adhérents prêts à s'engager », confirme le président.

À moyen, voire à long terme, il se dit également qu'une station de lavage pourrait être pertinente, notamment pour nettoyer les outils parfois très sales. « Cela pourrait

28 ANS, 36 MATÉRIELS

Fondée en juin 1997 par cinq adhérents, la cuma des Buthons en compte aujourd'hui 36. Les plus éloignés ne sont distants que d'une quinzaine de kilomètres. « Grosso modo, 90 % des agriculteurs adhérents sont de la commune de Saint-Victor-de-Buthon », précise Didier Barbet, le président de la cuma. Les agriculteurs se fédèrent autour des activités de travail du sol, de semis, de fenaison, d'épandage, etc. Il n'y a pas encore de traction à proprement parler. Ni de moissonneuse. Sauf trois automoteurs particuliers. Un chargeur télescopique pour la manutention lors de l'épandage de fumier, une mini-pelle de 3,8 t et un tracteur d'occasion qui ne sert qu'au débroussaillage.



POURQUOI CETTE HISTOIRE ?

En 1997, le point de départ est l'achat d'une presse à balle ronde New Holland 5950. Un matériel renouvelé sept fois depuis. Au fil du temps, le collectif et les matériels s'étoffent. Le groupe ose le changement, quitte même à être le premier du département à réaliser un hangar. Il débat, et met sur la table l'avenir du groupe et le renouvellement des générations. Le réseau souligne son dynamisme avec un projet d'emploi. « C'est un groupe exemplaire sur un territoire avec de belles cuma qui ne bénéficient d'un accompagnement de la fédération que depuis quelques années avec la régionalisation ; de ce fait, c'est aussi une récompense du dynamisme de la section d'Eure-et-Loir. »



De droite à gauche : Didier Barbet, Sylvain Brulard, Stéphane Taillandier, Antoine Legret, Johnny Gillet, Charles Cintrat, Cédric Guérin et Olivier Guérin.

RASSEMBLER, PROTÉGER, PÉRENNISER ET PRODUIRE SANS FRAIS POUR LES ADHÉRENTS

aller jusqu'au pulvé, mais c'est un investissement plus gros et plus complexe », tempère Didier Barbet. Les idées fusent et les cumistes aiment à débattre. S'ils ne sont pas toujours d'accord, les groupes sont solides. Comme celui sur la presse. « Il y a eu huit presses en 25 ans. La dernière a posé beaucoup de problèmes. Heureusement, il y a une très bonne entente et le groupe a tenu. » Malgré tous ces projets et cette bonne entente, Didier Barbet souhaite quitter la présidence. Désormais en retraite et lassé de la paperasse — même si la compta est réalisée par une AGC —, le président veut en effet laisser sa place afin de faire rentrer des jeunes têtes. Justement, deux jeunes veulent mettre un pied dans la gestion collective. En outre, une réflexion sur l'engagement d'un salarié est amorcée. Mais le sujet n'est pas encore assez mûr. ☺

Premier bâtiment neuf de cuma dans l'Eure-et-Loir. Et en plus en bois et avec du photovoltaïque. C'est dire l'importance du projet dans le réseau. Sorti de terre et raccordé en 2024, le hangar de la cuma des Buthons est inauguré le 13 décembre 2024. « Le projet date de 2019, et les subventions ont été obtenues en 2021. L'objectif était de rassembler tout le matériel en un point central, de le protéger et de pérenniser la structure », décrit François Ferrando, animateur de la fédération de proximité. La cuma ne possède pas moins de 37 outils. Son CA 2023 dépasse les 100 k€. D'une surface de 1 000 m², 80 % de la toiture est couverte de panneaux photovoltaïques ; la puissance installée est de 176 kW. C'est une subvention de 90 k€ qui donne un sérieux coup de pouce au projet, grâce à un Dinacuma, puis à une aide de la Région et du fonds européen Feader. Cela sur un coût total d'environ 340 k€. Sur conseil de la fruma et de banque, notamment, la cuma est propriétaire de tout. « On avait la capacité d'emprunt, commente Didier Barbet, son président. On a ainsi une autonomie et une indépendance. Le photovoltaïque paie tout, sur 20 ans. Même une année faiblement ensoleillée comme 2024. Ça ne coûte rien aux adhérents. » Parmi les derniers aménagements, une dalle béton a été coulée dans l'hiver. Elle permet la création d'une salle de réunion, d'une pièce de stockage et d'une pièce d'eau. « Un outil sympa pour la nouvelle équipe. » Un bureau qui pense au prochain. C'est aussi ça, la coopération.

CHER

AU JEU DES DEVOIRS SUR LES SALARIÉS, LA CUMA « PEUT MIEUX FAIRE »

Deux de plus ! Lors de sa journée départementale le 28 janvier, la fédération du Cher décomptait 20 salariés permanents travaillant au sein de six cuma. Depuis le marché aux bestiaux de Sancoins, elle teste les cumistes sur le groupement employeur (GE).

Tour de chauffe : qui peut bénéficier de l'activité GE en cuma ? Tout le monde a l'air d'accord : les associés coopérateurs et seulement eux. Les mises à disposition en cascades, de cuma à cuma à adhérents, ne sont pas possibles. Première mise au point. Le vrai jeu démarre. Est-ce qu'il revient à chaque adhérent de payer le salarié ? Là aussi, la cinquantaine de personnes

est d'accord : c'est faux ! Par contre, il y a beaucoup d'hésitation pour déterminer si les membres du GE bénéficient du crédit d'impôt pour dépenses de remplacement de la cuma. Et c'est pourtant vrai : les associés coopérateurs de la cuma GE peuvent bénéficier du crédit d'impôt quand le remplacement est assuré par un salarié de la cuma.

Question piquante, la cuma GE est-elle responsable des conditions de travail du salarié pendant la mission ? La salle débat... C'est faux ! Les conditions d'exécution du travail en termes d'hygiène et de sécurité sont sous la responsabilité de l'associé coopérateur bénéficiaire pendant le temps de la mise à disposition. Il doit procéder à l'éva-



Kévin Chantereau, conseiller frcuma Centre-Val de Loire, lance le quiz sur les groupements d'employeurs en cuma avec Sybille Deloison, nouvelle animatrice du réseau.

luation des risques dans son document unique, dit aussi Duerp. En entrant dans la ferme, le salarié du GE est sous la responsabilité de l'adhérent. vg

EURE-ET-LOIR LE GRAND PRIX DE LA TRACTION

La preuve par quatre ! Deux cuma, l'AGC et Camacuma démontrent l'intérêt d'une autre traction.

À l'occasion de sa journée dédiée aux cuma du département le 10 décembre 2024, la fédération d'Eure-et-Loir a présenté deux exemples de traction en commun. Au sein de l'usine Claas, au Mans, les cuma de Menainville et de Thiron ont fait l'objet de comparatifs. La première a fait l'acquisition de deux tracteurs Arion 650 il y a deux ans. François Ferrando, conseiller de la fédération, détaille que « sur la base du coût d'achat à 134 k€, avec plus de frais d'entretien mais aussi plus d'heures en cuma, 900 contre 350 en individuel, le coût d'utilisation tombe à 21 €/h en cuma, contre 49,50 €/h en individuel. Amortissement, frais financiers et assurance étant les mêmes dans les deux cas ».

« Sur trois tracteurs de la ferme, il y en a bien un de mutualisable ? », demande



Lors de la journée des cuma d'Eure-et-Loir, les participants ont pu visiter l'usine Claas, au Mans.

François Ferrando à la quarantaine de présents. Tout le monde commence à se comparer.

Benoît Masson, président de la cuma de Thiron, nourrit ces chiffres de son expérience : « Nous avons acheté deux tracteurs de 135 ch en 2016, essentiellement pour l'élagage et le broyage. Ils font 250 h/an chacun. Le tarif fixé tombe à 19 €/h. » Valérie Perdoux, de l'AGC, part ensuite sur une simulation de tracteur de 130 ch acheté 110 k€ avec une subvention de presque 14 k€. Utilisé 700 h/an, amorti

sur 7 ans, à un taux d'emprunt de 4,2 %, le coût comptable s'élève à 2 8,50 €/h et le coût en trésorerie à 26 €/h. Le même calcul, sans subvention mais avec reprise de 33 k€, abaisse le coût à 23 €/h. Camacuma ferme le bal des calculs avec sa proposition de location à presque 22 €/h pour un 165 ch et à 25,40 €/h pour un 215 ch. Là encore, une alternative. vg

CENTRE-VAL DE LOIRE

MISE AU POINT SUR LES HERBICIDES

Début 2025, à Saint-Laurent-en-Gâtines, en Indre-et-Loire, la frcuma Centre-Val de Loire a fait un focus sur l'actualité des molécules appliquées en post-semis, prélevée, voire jusqu'au stade 3 feuilles des céréales. D'emblée, Élodie Hegarat, conseillère grandes cultures et bio de la chambre 37 prévient : « *En prélevée et post-semis de céréales, le flufénacet est une molécule qui est sur la sellette. Elle risque fort d'être supprimée.* » En effet, le renouvellement de l'autorisation européenne de l'antigraminées, homologué pour une utilisation jusqu'au stade 3 feuilles étalées pour certains produits, serait compromis. Une réévaluation de l'Efsa sort la molécule du cadre d'autorisation. Et les associations environnementales mettent la pression. Mais les dates de retrait, de fin de vente et d'utilisation ne sont pas

connues. Elles pourraient cependant se situer sur 2 0 2 5 - 2026.



Élodie Hegarat, conseillère grandes cultures et bio de la chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire, alerte sur la probable interdiction de certaines molécules.

« *Ce n'est pas mieux pour le prosulfocarbe, poursuit-elle. Utilisation de cette molécule herbicide de prélevée et post-semis n'est pas possible s'il y a des cultures non-cibles et non récoltées*

La situation des herbicides se complique. À l'occasion de la journée cuma de la fédération du Centre-Val de Loire, la chambre d'agriculture fait le point.

à moins d'1 km. Il s'agit de vergers, de maraîchages, du millet, du sorgho ou encore du sarrasin. ». Aussi, « *attention au pendiméthaline !* » La molécule a été reclassée avec un risque qui restreint les possibilités de mélange d'herbicides. Il devient a priori impossible de la mélanger avec, notamment, le chlortoluron. La ré-homologation des produits à base de pendiméthaline risque de se voir assortie d'un dispositif végétalisé permanent (DVP) de 20 m. « *Sans oublier que le chlortoluron en solo est interdit sur sol drainé* », souligne la conseillère. Une situation d'actualité avec cette année très humide. Attention aussi à l'utilisation agronomique : il faut bien anticiper avec le choix d'une variété de céréale tolérante au 'chlorto'. Ultime rappel : « *L'herbicide Varia, association de chlortoluron et de DFF, a une DVP de 20 m.* » v g

Déchaumage ou fissuration ?
Le TRIO est la solution !



KÖCKERLING

INDRE

LE PRÉFET DANS LES CUMA



Thibault Lanxade, préfet de l'Indre (à droite), en visite à la cuma la Poussière.

Ce n'est pas tous les jours qu'on reçoit un préfet. Le 28 février, Thibault Lanxade, préfet de l'Indre, était en visite de cuma. Il a rencontré le groupe la Poussière à Luçay-le-Mâle. Son objectif était d'échanger avec ses membres et avec la fdcuma. Sur les réseaux sociaux, le préfet valorise le collectif. « Créée en 1994, la cuma de la Poussière rassemble aujourd'hui 113 adhérents et met à disposition 94 matériels et équipements mutualisés. Elle illustre parfaitement le rôle essentiel des cuma dans le soutien à l'agriculture locale en permettant aux exploitants de partager leurs investissements, d'optimiser leurs coûts et d'accéder à des équipements performants. Il y a plus de 100 groupements de cuma dans l'Indre. C'est un levier clé pour la modernisation et l'économie agricole, et des solutions concrètes pour accompagner la transition agroécologique. Cette rencontre a été l'occasion d'aborder les défis actuels et futurs de la mécanisation agricole et de renforcer le dialogue entre l'État et les agriculteurs. Un grand merci à Olivier Fruleux, président de la fdcuma de l'Indre, ainsi qu'à tous les agriculteurs présents pour leur engagement et leur dynamisme ! » vg

CROISSANCE PASSÉE, EMPRUNTS À VENIR

Une cuma de moins en 2023, mais presque 5 M€ d'investissement, soit plus de 7 % d'augmentation.

Les 133 coopératives de l'Indre achètent un peu moins de matériel, mais plus cher.

À l'occasion de son assemblée générale le 22 novembre dernier à

Châteauroux, la fédération des cuma de l'Indre a fait toute la lumière sur la dynamique des cuma du département. On observe ainsi que le chiffre d'affaires moyen par cuma progresse de 6 % pour atteindre 47 806 € en 2023. Il n'a jamais été aussi haut. Une situation qui contraste avec les difficultés actuelles de plusieurs filières.

Sur l'invitation de la fédération du Loiret, le Crédit Agricole a présenté les nouveaux dispositifs d'emprunt. Outre la modulation de prêt ou le dispositif de pause, la banque met en place un prêt court terme, "coup dur" 2024 au taux de 2,5 %.

Le Crédit Agricole accompagne aussi les mesures d'État de moyen terme. Seul le prêt dit conjoncturel est connu, pour une durée courte de deux à trois



Lors de l'AG de la fdcuma de l'Indre à Châteauroux, Bruno Tardieu, du Crédit Agricole (à gauche), remet à Olivier Fruleux, président de la fdcuma36, l'insigne d'officier de l'ordre du Mérite agricole.

ans, avec un plafond de 50 000 €. L'effort financier est partagé entre banque, État et agriculteur. « Le taux final pour l'agri est de 1,75 % sur deux ans ou de 2,35 % sur trois ans. Mais il sera présenté à 2,6 % et ce sont les services de l'État qui instruiront la différence. »

Pour y avoir droit, le chiffre d'affaires devra être en baisse d'au moins 20 % par rapport à la moyenne olympique. Et il faudra réintégrer au moins 60 % de la déduction épargne précaution (DEP).

Le second dispositif d'État et de moyen terme est dit structurel. Il a été mis en place début 2025 à destination des exploitations ayant déjà connu de grosses difficultés en 2024 et même encore avant. vg

LOIR-ET-CHER

CONDITIONS 'HARD' POUR NOUVELLE MACHINE À VENDANGER

C'est dans des conditions humides extrêmes que la cuma vitivinicole de Chevigny Cour-Chevigny a essayé une nouvelle machine à vendanger. Le modèle Pellenc M10 s'en est bien sorti dans le cépage romorantin.



La machine à vendanger Pellenc M10 fait ses preuves en essai à la cuma Cour-Chevigny

Fidèle à la marque orange, la cuma Cour-Chevigny possède une machine à vendanger Pellenc Optimum 530 de 2018. « C'est notre 3^e et nous avons toujours travaillé avec Pellenc, rappelle Alain Chery, président pendant 30 ans de la cuma et qui vient de céder sa place. Quatre adhérents sont engagés sur l'ensemble porteur et tête de récolte pour une surface

d'une cinquantaine d'hectares. Malheureusement, cette année avec les conditions humides et la pression des maladies, je suis le seul à l'utiliser. Mes collègues préfèrent ramasser à la main. » C'est donc dans une de ses parcelles plantées à 2,10 m que le concessionnaire Cloué Viti Vini est venu proposer à l'essai le 3 octobre la dernière version de la Pellenc M10. Équipée de deux aspirateurs inférieurs, deux égreneurs et tables de tri avec des doigts répartiteurs, la machine a eu fort à faire pour enlever un grand nombre de déchets. Avec ses 150 ch au Tier V et à un régime de seulement 1 850 tr/min, elle s'en est bien sortie dans des conditions de boue et de pluie extrêmes. Bien mieux que le tracteur Renault tirant la remorque qui, lui, est resté embourbé. ac

LOIR-ET-CHER

DÉMO VITI UN VENDREDI 13 : DE LA CHANCE DANS LA MALCHANCE

Trois semoirs ont fait le déplacement au Domaine Péguet, à Pouillé. Le GreenMaster de Gütler et ses disques "capsules de bière", dont un sur deux mobile en vertical, offre une solution plutôt agressive. Le kit de semis direct à disques de Boisselet, à monter sur perche d'enjambeur, peut épandre des graines dans une végétation peu dense. Enfin, le Stell'air d'Actisol et ses "mulchers" en forme de soleils travaillent le sol de manière superficielle. Les deux dernières machines sont équipées de trémies Sepeba Ebra. Les semoirs pouvant être désattelés, les outils cités peuvent aussi détruire le couvert.

Seuls deux outils ont pu tourner. Le 13 décembre, la journée sur les couverts végétaux en vigne s'est déroulée dans des conditions difficiles. Organisée par la frcuma et la chambre du Loir-et-Cher, elle a rassemblé une trentaine de viticulteurs.

Même si le temps ne s'y prêtait guère, la journée de démonstration organisée par la frcuma a bien pu avoir lieu.



Puis, cinq solutions de destruction ont été présentées : le Pack Agromy de Boisselet, le Semas FGS, l'Orbis de Roll'n'sem, le Disc-O vigne d'Agrisem et le Vitéa d'Actisol. Pour le semis, c'est le mélange VgBacchus qui avait été choisi. Il comprend les variétés fenugrec, lin, phacélie, radis fourrager, radis chinois et niger. Il a été semé à une densité de

10 kg/ha. Dans des conditions difficiles, seuls deux outils ont pu passer en dynamique, le Stell'air et le GreenMaster. Le travail réalisé n'était pas représentatif de passages optimisés. Cléments, les participants ont quand même apprécié. L'utilité des couverts végétaux n'est plus à démontrer, leur utilisation reste à suivre. AB

COMMENT SONT RECYCLÉS LES PAPIERS ?

À l'usine papetière, on utilise tous les papiers triés par les habitants pour en fabriquer de nouveaux. Visite guidée avec Aurélien.

1 Arrivée des balles de papiers du centre de tri

On trouve des tas de papiers différents : des papiers crévillons, des cahiers à spirale...

2 Transformation en pâte dans le pulpeur

Dans une sorte de gros mixeur, les papiers sont mélangés avec de l'eau.

Après, la pâte est nettoyée pour enlever l'encre, les agrafes, les spirales...

3 Fabrication des feuilles par la machine à papier

C'est le plus impressionnant. La pâte est aplatie et séchée pour devenir une feuille géante.

Jusqu'à 10 km de papier par heure!

4 Mise en bobine du nouveau papier

Le papier recyclé est fabriqué avec 3 fois moins d'eau et d'énergie que le papier produit à partir de bois.

Il servira pour fabriquer des cahiers, des magazines ou des journaux par exemple!

Aurélien, 10 ans a visité une usine papetière

PUBLICITÉ

Cet encart d'information est mis à disposition gratuitement au titre de l'article L241-16 du code de la consommation. Cet encart est financé par CITEO.

LOIRET

EN FORME OLYMPIQUE

Les voyants sont au vert pour la fédération du Loiret. Réunie en assemblée générale le 5 décembre 2024 à Bellegarde, elle compte 6 nouvelles cuma adhérentes et au total 134 groupes, soit 99 % des coopératives du département.

Le dynamisme de la fédération se retrouve dans l'accompagnement des quatre salariés. Notamment en secrétariat et comptabilité, pour le territoire départemental, mais pas seulement. Car les travaux de la fdcuma s'étendent au nord par la convention de couverture en Île-de-France : il y a plus de 70 cuma dans la région capitale, un chiffre en progression.

La bonne forme s'explique aussi par les différents dossiers d'aide traités : 34 dépôts au Plan de relance pour 1,70 M€ de subventions obtenues ; 70 dépôts au SIAP pour 35 acceptations et 2,70 M€ de subventions obtenues. Gros plus dans le Loiret, le Département parti-



Thierry Rondeau, président de la fdcuma du Loiret : « L'investissement des adhérents est stable. »

cipe à l'effort d'équipement dans les cuma. Jusqu'à 800 k€ /an sont octroyés. « L'investissement des adhérents est stable, analyse Mathieu Teixeira, conseiller à la fncuma. Malgré les difficultés chez les créateurs, il y a toujours une volonté d'investir. » En effet, sur 2025, l'investissement total en cuma devrait rester aux alentours de 9 M€. « Il n'y a plus, ou très peu, de très petites cuma. » La fdcuma multiplie les projets. Elle s'investit dans une charte de circulation routière et dans de prochaines démos. Enfin, la fédération choisit de se renforcer en accueillant deux administrateurs en plus, Ludovic Pelletier et Vincent Bénard. Un renfort bienvenu. vg

ÎLE-DE-FRANCE

LA DÉPENSE FONCIÈRE PAIE LES CUMA

En Île-de-France, des cuma ont bénéficié de fonds de la CAC (compensation agricole collective) pour les aider dans leurs investissements. « Un hectare prélevé, c'est 17 685 € de compensation en Île-de-France », explique à l'assemblée Emmanuelle Suzanne, chargée d'études à l'AADI⁽¹⁾, structure de la chambre régionale d'agriculture qui fait le lien entre "investisseurs" aménageurs et bénéficiaires de projets agricoles collectifs et structurants sur le territoire, telles les cuma. L'AADI est un rare exemple de mise en relation pour que la compensation collective aide les projets agricoles et ruraux. Ailleurs, c'est plutôt du de gré à gré : l'aménageur a toute latitude pour choisir à qui et à quel projet il donne son fonds de compensation.

En Île-de-France, au moins quatre cuma ont déjà bénéficié de fonds liés à la CAC. Le dernier exemple en date est celui de la cuma de la Houssaye établie à Vaudoy-en-

La compensation agricole collective (CAC) est un outil financier mis en place en 2016 pour compenser une emprise sur les terres agricoles. L'AG de la fédération a fait le point ce 20 février à Lumigny-Nesles-Ormeaux, en Seine-et-Marne, sur sa mobilisation par les cuma.



L'AG de la FR Île-de-France a été introduite le 20 février dernier par son président Vincent Bodaert. La région compte 66 cuma cotisantes en 2024, dont 30 sont suivies en comptabilité. Et 5 cuma ont été créées.

achats de matériels pour un projet de couverture des sols : rouleau de 12 m, épandeur à compost, semoirs à céréales et monograines multitrémies, etc. Alors que le CA moyen de la cuma tourne plutôt autour des 100 k€.

Mais il ne faut pas être pressé. Le processus est long. Compter cinq à sept ans en tout. Le projet agricole doit donc être taillé pour. Et il y a trois conditions cumulatives : emprise de plus d'1 ha côté aménageur, terre agricole concernée et projet d'aménageur non agricole. Une étude environnementale est obligatoire côté aménageur. Et une étude d'impact agricole apprécie la CAC. Car ensuite le dossier passe à la CDPENAF⁽²⁾ et à la préfecture. Enfin, bien en amont, il faut se faire connaître candidat. Heureusement pour ça, l'AADI est là. vg

Brie. L'aménageur a contacté la frcuma dès 2019. La convention de CAC n'a été signée qu'à l'été 2024. Mais ce ne sont pas moins de 240 k€ qui ont servi à des

(1) Association Agri développement Île-de-France.
(2) Commission de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

« Un projet agrivoltaïque, c'est avant tout un projet agricole ! »

Comment se définit une installation agrivoltaïque ?

Ce type d'installation en plein champ permet de concilier activité agricole et activité de production d'électricité. Les panneaux solaires apportent un ou des services à la parcelle. La loi en définit quatre : l'amélioration du bien-être animal, l'adaptation au changement climatique, l'amélioration du potentiel agronomique et la protection contre les aléas. Notre histoire avec l'agrivoltaïsme a débuté en 2019 sur notre site expérimental des Renardières (77) où nous étudions la synergie de nos structures avec la production de luzerne et des prairies multi-espèces. Aujourd'hui, nous avons 80 projets en développement en France, dont les premiers seront mis en service sur 2025-2026.

En tant que référent régional agrivoltaïsme, quel est votre rôle ?

Nous accompagnons les projets dès leur phase d'étude et coordonnons les échanges entre les acteurs : agriculteurs, élus, services de l'État, instances agricoles... afin d'apporter une solution aux agriculteurs qui font face à des enjeux variés. L'objectif est de développer un projet agricole fiable et robuste, pensé en premier lieu avec l'exploitant, avec et pour le territoire. Notre objectif est de construire des projets qui accompagnent les agriculteurs sur le long terme en tenant compte des dynamiques et enjeux des filières dans le Centre-Val de Loire. L'étude du contexte territorial agricole est nécessaire pour nous permettre d'identifier les synergies entre production agricole et énergétique afin de proposer des projets cohérents et adaptés aux enjeux du territoire et aux besoins des différentes filières agricoles. Aujourd'hui, nous nous concentrons essentiellement sur l'étude de projets agrivoltaïques associés à une activité d'élevage essentiellement bovins et ovins mais aussi à la production de foin. Nous nous focalisons sur des parcelles de prairies permanentes ou temporaires. Nous analysons également



Côme Desoutter,
référent
agrivoltaïsme en
région Centre-Val
de Loire.

Contact :

→ 06 13 69 30 38

→ come.desoutter@edf-re.fr

→ <https://edf-renouvelables.com/nos-offres/agrivoltaïsme/>

au cas par cas les demandes qui nous parviennent pour le développement de projets agrivoltaïques avec d'autres types d'élevages.

Quelle est la vision d'EDF Renouvelables concernant le développement de l'agrivoltaïsme sur les territoires ?

Un projet agrivoltaïque, c'est avant tout un projet agricole. À partir de là, nous avons pour enjeux : le maintien voire l'augmentation des rendements agricoles dans un contexte de changement climatique. Notre rôle est de développer des projets répondant aux enjeux locaux. Les agriculteurs sont également les premiers paysagistes du territoire. Il convient d'avoir une cohérence d'un point de vue agricole et paysager. Dans tous ses projets, EDF Renouvelables a à cœur d'associer étroitement les parties prenantes et le territoire dans une démarche de concertation et de dialogue. Cela fait partie de l'ADN de l'entreprise.

Si je suis éleveur, pourquoi me tourner vers l'agrivoltaïsme ?

L'agrivoltaïsme peut offrir de nombreux avantages aux éleveurs, comme

le montrent nos retours d'expérience sur nos centrales en exploitation dans d'autres régions de France. Dans certains secteurs de la région Centre-Val de Loire, où le potentiel agronomique de certaines parcelles peut être inférieur à la moyenne, l'agrivoltaïsme constitue un levier essentiel pour l'agriculture. Associée à une activité d'élevage, cette technologie permet d'optimiser l'utilisation du foncier tout en créant une véritable synergie entre la production d'énergie et l'activité agricole. L'ombrage offert par les installations est un atout considérable lors des étés très ensoleillés, contribuant à lutter contre le stress hydrique. Les premières centrales photovoltaïques avec maintien de l'activité agricole dans notre région témoignent des multiples avantages évoqués.

De plus, l'agrivoltaïsme permettra aux éleveurs de bénéficier d'un revenu complémentaire garanti grâce à la production d'énergie solaire, ce qui peut faciliter l'obtention d'un prêt pour développer ou moderniser leur exploitation. Si un éleveur souhaite étudier la faisabilité d'un projet agrivoltaïque sur son exploitation il peut nous contacter. Nous pourrions travailler ensemble à un projet apportant une valeur ajoutée à son exploitation ainsi qu'au territoire.



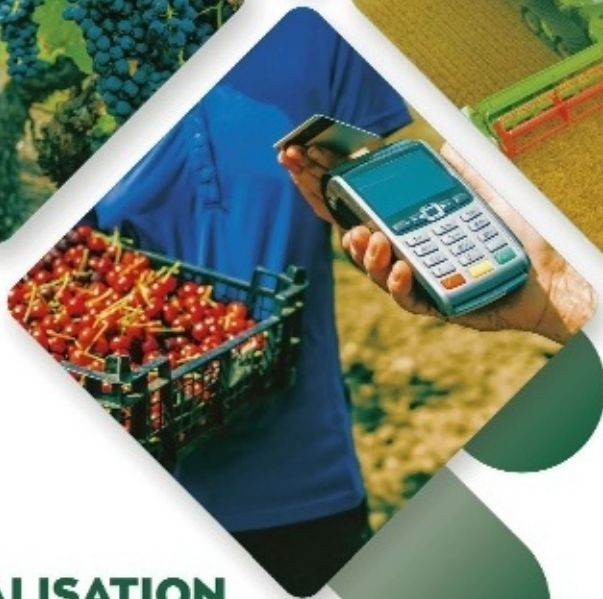
Partenaire de **7 AGRICULTEURS SUR 10*** en Région Centre Val de Loire



ASSURANCES

Sécuriser votre activité :

- Assurance récolte
- Multirisque
- Prévoyance



CRÉDITS

Financer votre matériel :

- AGILOR
- Crédit-bail & leasing

COMMERCIALISATION

Vendre votre production :

- Solutions monétiques
- Offre TPE mobile
- e-commerce

EXPERTISES LOCALES

Développer et pérenniser votre exploitation grâce à nos experts :

- Installation JA / transmission
- Energies renouvelables
- Service international
- Portage foncier
- Transition écologique

MÉTÉO, ACTU, COURS ...



Pleinchamp

Votre site d'expertise agricole.

PLUS DE 200 CONSEILLERS* AGRI À VOTRE SERVICE.
Pour contacter l'un d'entre eux, flasher ce QR code
ou rendez-vous sur www.creditagricole.fr



Document à caractère publicitaire. * Selon sources internes, chiffres arrêtés au 31/06/2023. Crédit photo : Getty Images

Crédit Agricole S.A., Société Anonyme au capital de 9 077 707 050 euros, ayant son siège social situé 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge cedex, immatriculée au R.C.S de Nanterre sous le numéro SIREN : 784 608 416 - Numéro individuel d'identification d'assujéti à la TVA : FR 77 784 608 416. Établissement de crédit de droit français agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR - 4 Place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09)

Les contrats d'assurances sont assurés par PACIFICA, la filiale d'assurances dommages de Crédit Agricole Assurances. PACIFICA, S.A. au capital entièrement libéré de 442 504 390 €, entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 8-10, Bd de Vaugrain 75724 Paris Cedex 15 - 352 358 865 RCS Paris. Les événements garantis et les conditions figurent au contrat. Sous réserve de la disponibilité de cette offre dans votre Caisse régionale. Ces contrats sont distribués par votre Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel, immatriculée auprès de l'ORIAS en qualité de courtier. Les mentions de courtier en assurance de votre Caisse régionale sont disponibles sur www.mentionscourtiers.credit-agricole.fr ou dans votre agence Crédit agricole.

Pleinchamp, SAS au capital de 2.632.080 euros, immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 432 556 900, ayant son siège social 12 place des États-Unis 92127 Montrouge Cedex.